

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE

LA CORRESPONDANCE PRIVÉE

PROPRIÉTÉ — SECRET

PRODUCTION DES LETTRES MISSIVES EN JUSTICE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 19 juin 1908, à 2 heures 1/2.

PAR

Grégoire CARA-COSTEA

Avocat

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur.

*Suffragants : { MM. PLANIOL, professeur.
AUDIBERT, professeur.*

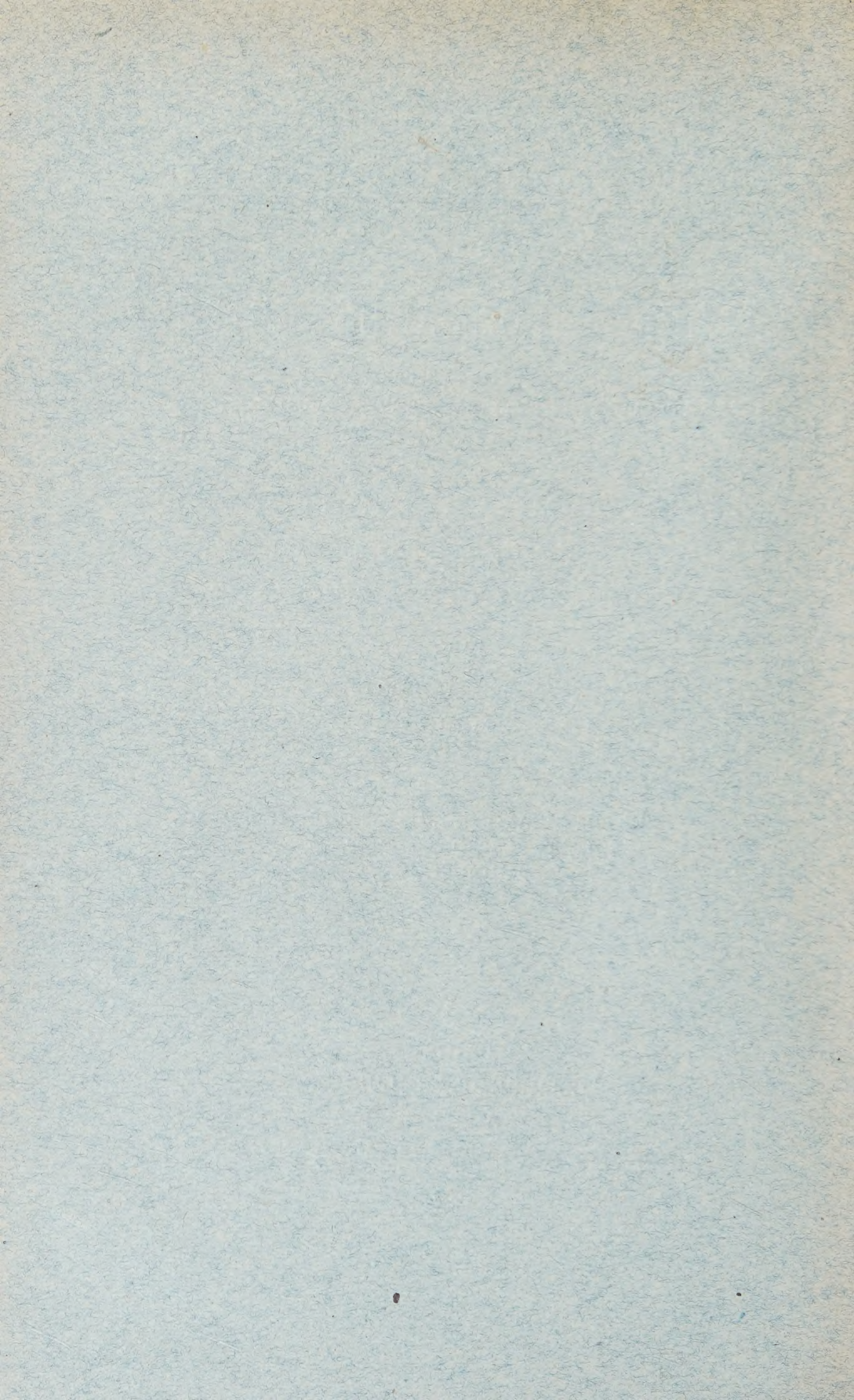
PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

1908



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE

LA CORRESPONDANCE PRIVÉE

PROPRIÉTÉ — SECRET

PRODUCTION DES LETTRES MISSIVES EN JUSTICE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 19 juin 1908, à 2 heures 1/2.

PAR

Grégoire CARA-COSTEA

Avocat

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur.

*Suffragants : { MM. PLANIOL, professeur.
AUDIBERT, professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1908

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

MICHEL CARA-COSTEA

CHEVALIER DE LA COURONNE DE ROUMANIE

PROCUREUR A LA COUR DE IASSI

AVOCAT

A MON ONCLE

BASILE DUMITROPOLU

COMMANDEUR DE LA COURONNE DE ROUMANIE

AVOCAT

A MES MAÎTRES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Notre étude comporte un intérêt usuel et pratique.

Cette feuille légère qui circule par le monde emportant un peu de notre vie, nos pensées les plus intimes, la lettre, n'a-t-elle point pris dans les mœurs actuelles une importance toujours croissante ? L'activité sociale sous toutes ses formes se manifeste par un échange intense d'idées : lettres d'affaires, lettres confidentielles, lettres publiques et littéraires.

Si la législation des Postes est complète au point de vue de l'administration et du contrôle public, en revanche elle laisse beaucoup à désirer au point de vue des rapports qui régissent les correspondants entre eux. En quelle proportion ces rapports doivent influencer sur les règles juridiques du Droit commun ? tel sera le principal objet de cette thèse. Nous examinerons ainsi au cours de nos explications la propriété, le secret et la production des lettres missives en justice sans perdre de vue qu'en cette matière l'usage et la jurisprudence jouent un rôle prédominant.

LIVRE I

PROPRIÉTÉ DES LETTRES

CHAPITRE PREMIER

Le propriétaire des lettres

La lettre peut-elle faire l'objet d'un droit de propriété et trouver sa place dans la division que la loi fait des biens en général ? (Art. 516 C. civ.)

Un premier point ne fait aucun doute, jurisprudence (1) et auteurs considèrent la lettre comme un meuble susceptible de transmission et de possession, à l'exemple des livres, manuscrits et registres domestiques. Mais la question se complique du fait que le droit de propriété sur la lettre est réclamé à la fois par l'expéditeur et le destinataire. En faveur du pre-

1. Cour d'Orléans, 14 fév. 1894, *Pand.* 95.2.134. — Trib. corr. Beauvais, 20 oct. 1893, *Rec. Amiens*, 94.187.

mier on dit généralement que les pensées contenues dans la missive lui appartiennent, l'écrit est son œuvre, il en est le créateur. S'il a communiqué au correspondant ses sentiments et ses idées, il ne reste pas moins possesseur du produit de son intelligence, s'il s'est livré à des confidences, il n'a pas entendu par là abandonner ses droits sur l'écrit ; tout au contraire il en a fait dépôt aux mains du destinataire, se fiant à son amitié pour que le secret de la correspondance ne fût pas divulgué.

Les arguments du destinataire ne sont pas moins bons. La lettre est un objet certain, déterminé dont la propriété lui a été transmise par la suscription de son nom sur l'enveloppe et par l'envoi de celle-ci, sans omettre l'article 2279 du Code civil qui lui permet de retenir l'écrit comme objet mobilier se trouvant en sa possession.

A côté de ces deux systèmes il en existe un troisième qui fait de la lettre la propriété commune de l'expéditeur et du destinataire. Pour dégager d'une façon précise les droits que l'on peut avoir sur une missive, il est nécessaire d'examiner ces trois systèmes.

1. — *La lettre appartient à l'expéditeur.* — Cette théorie est la moins répandue et juridiquement la moins exacte. Elle n'a été guère soutenue que par Portalis et Royer-Collard, membres de la commission chargée en 1826 d'élaborer un projet de loi sur la

propriété littéraire. A l'appui de sa thèse, Royer-Col-lard faisait valoir que seul, le penseur peut prétendre à un droit légitime sur sa pensée, œuvre originale et spontanée, souvent irréfléchie. L'adresse mentionnée sur l'enveloppe ne constitue pas une transmission au sens juridique du mot, car la plupart du temps l'envoyeur écrit au courant de l'inspiration, sans songer un moment à faire acte de tradition, sans envisager l'hypothèse de la publicité future de ses idées. Et comme conclusion, Portalis ajoutait qu'il n'y avait pas lieu de permettre la publication d'une lettre à un autre qu'à son auteur sous peine de porter le trouble à la tranquillité publique et au sein des familles.

Ces raisons ne résistent pas à un examen attentif. Notre jurisconsulte ne prévoit en effet qu'un seul cas, celui de la publication des lettres durant la vie ou après le décès de leur auteur. Nous verrons plus loin, à ce sujet, qu'il serait dangereux de refuser tout droit à l'envoyeur, mais la question de propriété reste en suspens, seule la question du droit de publication est résolue. Quant au scandale que peut produire la publication d'une correspondance nous ne comprenons pas en quoi il serait moindre, s'il n'était provoqué que par l'auteur des lettres.

2. — *La lettre appartient au destinataire.* — C'est la théorie la plus simple, la plus courante. Une lettre, dit-on, s'écrit en pleine indépendance d'esprit l'auteur peut la conserver ou l'expédier, mais s'il l'en-

voie ce n'est pas sous condition tacite de la reuendiquer plus tard. L'écrit parvenu à destination cesse d'appartenir à l'expéditeur, il y a de sa part volonté formelle de s'en défaire au profit du correspondant, et son intention est suffisamment démontrée par le geste qui l'a poussé à confier le pli à l'administration des Postes. Il y a là une véritable donation, qui consiste en des relations de pensées dont le destinataire a été l'objet, et c'est justement parce que la lettre s'adresse d'habitude à un ami, à un parent, que *l'animus donandi* de l'envoyeur est plus accentué : « On écrit pour son correspondant et non pour soi-même. » Mais il va sans dire que le droit du destinataire disparaît si l'auteur a exprimé le désir que la lettre lui fût retournée ou détruite après lecture.

Cette doctrine est acceptée dans l'ensemble par la majorité des auteurs (1). Les uns, comme M. Hepp, distinguent suivant la nature de la correspondance : les lettres ordinaires, les lettres d'affaires appartiennent au destinataire ; celles présentant un caractère scientifique et littéraire appartiennent à l'auteur. D'autres font une sélection délicate entre les lettres confidentielles et celles qui ne le sont pas. A l'expé-

1. VANIER, *Revue pratique de Droit français*, 1866, p. 80.

— LEGRIS, *Du secret des lettres missives, de leur propriété, de leur production en justice*.

— R. ROUSSEAU, *Traité théorique et pratique de la correspondance par lettres missives et télégrammes*.

diteur ils accordent les premières, au destinataire les secondes. Ces divisions ont le tort d'être trop absolues, et s'il fallait choisir, nous donnerions la préférence à l'opinion de MM. Legris et Vanier qui reconnaissent sur les lettres missives : « un droit de propriété *sui generis* qui subit parfois certaines restrictions particulières (1). » Ce droit appartient au destinataire mais (2) « en matière de lettres confidentielles il est subordonné à la condition du secret. »

Au dire de ces jurisconsultes, le *jus uti et abutendi* ayant été transmis par l'auteur au destinataire, l'ancien propriétaire n'a pu conserver aucun droit sur la lettre ; décider autrement serait : « rétablir les anciennes servitudes personnelles à propos d'une chose mobilière. » A ce droit absolu du destinataire on fait enfin une importante restriction suivant laquelle celui-ci est tenu de conserver le secret de la correspondance confidentielle. Qu'est-ce donc qu'une confidence ? M. Vanier avoue que c'est une chose toute relative dont on ne peut donner aucune définition, aucune formule. Telle nouvelle doit aujourd'hui demeurer secrète, qui demain pourra devenir sans inconvénient la proie de la curiosité générale, au juge est laissé le soin dans chaque espèce d'établir le caractère confidentiel d'une lettre.

1. LEGRIS.

2. VANIER.

Nous approuvons entièrement cette dernière opinion, mais pour d'autres raisons que nous exposerons dans cet ouvrage. Pour le moment, il nous semble que MM. Legris et Vanier ont tiré une conséquence très juste d'un principe erronné. N'est-il pas en effet contradictoire de dire que le destinataire a la faculté exclusive d'user et d'abuser de la lettre pour ensuite restreindre son droit à la condition de ne pas révéler le secret qu'elle contient ? La propriété étant le droit le plus complet qui puisse exister ne souffre aucunes restrictions sauf celles imposées par la loi et nous ne croyons pas que le législateur ait parlé quelque part de cette restriction inédite ingénieusement créée pour les besoins de la cause. M. Vanier sentant la faiblesse de son système a tenté de le justifier en invoquant l'intérêt de la société : « Le législateur, dit-il, qui cherche tous les jours à reculer les bornes du domaine humain, à constituer la propriété là où elle peut naître n'a-t-il pas intérêt à la connaître là où la conscience humaine la reconnaît, sauf les modifications tirées de la nature même des choses. »

M. Legris de son côté cite l'article 8 du Code de commerce qui impose au commerçant l'obligation de : « mettre en liasse les lettres missives qu'il reçoit et de copier sur un registre celles qu'il envoie. » Le législateur, dit-il, « n'aurait pas édicté cette obligation s'il avait pensé que les lettres n'appartiennent

pas au destinataire. » Il nous est difficile de saisir la corrélation qui existe entre cet article et le droit de propriété du destinataire. L'article 8 fait partie des mesures prises pour établir un contrôle efficace des affaires du commerçant, et constituer une garantie de preuve en faveur des personnes qui traitent avec lui, mais il n'implique en rien un droit de propriété sur la lettre à l'égard du destinataire.

En dernier lieu on fait encore état de l'article 939 (Instruction générale des Postes) qui suppose le cas de perte d'une lettre contenant des sommes d'argent et la réclamation simultanée de l'expéditeur et du destinataire. C'est au profit du dernier que le paiement du mandat est de préférence autorisé. Enfin l'article 756 de la même instruction qui prévoit l'hypothèse d'une lettre tombée au rebut et décide également qu'elle sera envoyée au destinataire si l'on trouve des indications suffisantes à ce sujet.

Il nous sera facile de réfuter ce raisonnement en remarquant que dans les deux cas prévus, l'administration des postes est mandataire du public et se trouve par conséquent obligée d'exécuter les ordres reçus. La somme d'argent a été expédiée au destinataire, la lettre de même, il est donc tout naturel que la poste cherche à s'acquitter d'une façon exacte du mandat qui lui a été confié. Cela n'a aucun rapport avec le droit de propriété que l'un ou l'autre des correspondants peut avoir sur la lettre missive.

Un certain nombre de décisions (1) assez récentes indiquent qu'une partie de la jurisprudence se range à ce système. Nous préférons cependant la troisième théorie qui nous semble rallier l'opinion générale des cours et tribunaux, théorie qui fait une distinction entre les lettres confidentielles et les lettres non confidentielles. Les premières appartiennent en commun aux deux correspondants, les secondes sont la propriété exclusive du destinataire.

III. — *La lettre propriété commune des deux correspondants.* — Il ne faut pas perdre de vue qu'en matière de lettres missives l'usage et l'interprétation judiciaire jouent un rôle décisif. La loi est muette sur ce sujet et c'est à la lumière de la jurisprudence, c'est en puisant dans les principes généraux du droit qu'il faut interpréter les règles utiles à la correspondance privée. S'il en est ainsi, pourquoi prendre partie dans le débat qui s'élève entre l'auteur et le destinataire. L'un et l'autre, on le sait, invoqueront des raisons également suffisantes pour revendiquer la propriété de l'écrit. Le premier peut dire : je vous communique ma pensée, mais par le fait que je m'adresse personnellement à vous, que ma lettre est scellée, j'en

1. Cour de Pau, 22 octobre 1896, *La Loi*, 30 nov. 96. — Cour de Caen, 17 fév. 1898, *Rec. Caen*, 98, 56. — Trib. civ. Dôle, 23 mars 1900, *Le Droit*, 13 juillet 1900. — Trib. com. Saint-Étienne, 23 avril 1901, *Gaz. Com. Lyon*, 4 juin 1901. — Cour de Rouen, 7 mai 1904, *D.* 1906. 2. 63.

Je tends conserver sur elle le droit au secret ; je ne me suis pas entièrement dépouillé en votre faveur, j'entends demeurer avec vous le seul maître de la pensée que j'ai créée. Le second de son côté peut répondre : je possède sur la lettre le droit le plus complet de propriété puisque vous me l'avez transmise ; si je n'ai pas le pouvoir d'en violer le secret, j'ai la faculté de la conserver et de la détruire.

Nous sommes donc en présence d'un problème qui ne peut se résoudre qu'en accordant sur la lettre une propriété commune aux deux correspondants, une propriété exceptionnelle qui ne ressemble en rien au droit habituel de propriété et qui, comme l'a dit M. Baudoin, avocat général : « comporte un droit *sui generis*, ayant une nature propre toute spéciale comme son objet (1). » Puisque nous sommes dans le domaine de l'interprétation, pourquoi ne pas concevoir la possibilité d'une telle propriété au profit des deux parties. Toute la théorie de la correspondance privée évolue autour de l'idée du secret des lettres ; c'est ce qui en fait l'intérêt, car si la confiance pouvait être divulguée quel avantage retirerait-on de la propriété d'une lettre ? Un avantage purement platonique, profitable seulement au cas d'une correspondance scientifique, historique ou littéraire, ce qui est exceptionnel. Eh bien ! ce secret à qui

1. Discours de rentrée. — Cour de Lyon, novembre 1883.

appartient-il ? Il est commun à l'envoyeur et au destinataire, et l'on peut dire avec le tribunal commercial de Nantes (1) : « Une lettre missive est la propriété commune de son auteur et de la personne à laquelle elle est adressée ; l'une des parties ne peut en faire usage sans le consentement de l'autre. » Notre système aboutit ainsi au même résultat que le précédent, mais par un raisonnement plus simple et plus juridique. Donner en effet, à l'auteur le droit d'exiger le secret d'une lettre confidentielle, c'est-à-dire en somme lui accorder la faculté de disposer de cette lettre qui ne vaut que par le secret qu'elle contient, n'est-ce pas encore l'en rendre propriétaire ? Il y a donc deux propriétaires d'un même objet et partant copropriété. Une foule d'arrêts et de jugements (2) paraissent indiquer que la jurisprudence actuelle tend à s'engager dans cette voie.

Pour conclure nous dirons que le destinataire peut garder la lettre confidentielle, la détruire, mais il ne

1. Trib. com. Nantes, *Rec. Nantes*, 1902.1.291.

2. Trib. com. Nantes, 22 juin 1898, *Rec. Nantes*, 99.1.144. — Trib. Pol. Paris, 7 avril 1904, *Gaz. trib.*, 22 mai 1904. — Trib. Pol. Paris, 6 juillet 1904, *La Loi*, 9 juillet 1904. — Trib. com. Saint-Étienne, 23 avril 1901, *Gaz. com. Lyon*, 4 juin 1901. — Trib. com. Nantes, 5 mars 1902, *Rec. Nantes*, 1902.1.291. — Trib. civ. Bordeaux, 15 juin 1903, *Rec. Bordeaux*, 1903.3.79. — Cour de Douai, 28 janvier 1896, *D.* 96.2.521. — Trib. civ. Dax, 9 décembre 1897, *Mon. Lyon*, 8 mars 1898.

peut en divulguer le contenu sans le consentement de l'auteur et c'est en cela qu'il partage la propriété de la lettre avec celui-ci. Nous étudierons dans le Livre Second le critérium suivant lequel il convient de constater la qualité confidentielle d'une missive.

Quant à la correspondance non confidentielle, nous ne faisons aucune difficulté pour en laisser la propriété exclusive au destinataire. L'auteur ne peut exciper d'aucune raison pour conserver une parcelle de droit sur une lettre qu'il a transmise d'une façon définitive et craindre une divulgation qui ne sera pour lui la source d'aucun dommage.

Signalons en dernier une théorie très curieuse exposée par un jurisconsulte belge, M. Hanssens (1): « Une lettre comprend, dit-il, deux éléments distincts qu'unissent des rapports analogues à ceux qui existent entre une convention considérée en elle-même, comme concours de consentement et l'écrit qui sert à la constater, c'est d'abord l'élément matériel, l'écrit, c'est ensuite l'élément moral, l'expression. Ces deux éléments sont, dans une certaine mesure, indépendants l'un de l'autre, on peut disposer de l'un, sans disposer de l'autre. » En résumé, l'élément matériel, l'écrit, appartient toujours au destinataire, que la lettre soit confidentielle ou non, l'élément moral, au contraire, appartient à l'auteur seu-

1. HANSSENS. — *Le Secret des Lettres*. Bruxelles, 1890.

lement lorsque la lettre est confidentielle. Comparer les deux éléments d'une lettre missive à ceux qui existent dans une convention en tant que volonté de s'obliger et en tant qu'écrit servant de preuve, est une idée très fantaisiste. Pour rapprocher des situations juridiques encore faut-il qu'il existe entre elles un certain rapport. Or à la différence d'une convention, l'élément matériel d'une lettre ne peut être d'aucune utilité pour le destinataire sauf lorsqu'il s'agit d'une correspondance spéciale, contenant l'expression formelle d'un engagement par écrit. D'ordinaire, la lettre ne fait que transmettre les impressions d'une personne à une autre, et l'écrit par lui-même est sans intérêt puisque le destinataire n'a pas le droit de publier une missive confidentielle.

Terminons en rappelant que l'auteur n'est pas seul en droit d'exiger le secret d'une correspondance confidentielle. Cette faculté appartient également au destinataire et c'est chose toute naturelle, car souvent la lettre n'est qu'une réponse à des confidences précédemment faites. Dans la théorie de M. Hanssens cette prétention du destinataire serait difficile à expliquer, puisque l'élément moral appartient exclusivement à l'expéditeur lorsqu'il s'agit d'un message confidentiel.

CHAPITRE II

Conséquences résultant de la propriété des lettres.

I. — *Vol de lettres.* — De ce qui précède il résulte d'une manière évidente que les lettres missives étant susceptibles d'appropriation privée, « leur soustraction tombe sous l'application des articles du Code pénal qui répriment les diverses espèces de vol (1). » Étant donné le caractère confidentiel de la correspondance, il convient même d'étendre dans une large mesure la qualification de soustraction frauduleuse à tout acte qui a pour conséquence le détournement de l'écrit et la divulgation de son contenu. Ainsi le fait par un tiers de s'emparer d'une lettre appartenant à une personne dont il connaît l'adresse, de détenir indûment cette lettre, puis dans le but de nuire à son propriétaire, de la montrer et d'en donner lecture aux clients de ce dernier, peut suivant les circonstances être considéré comme constituant

1. Trib. corr. Beauvais, 20 oct. 1893, *Rec. Amiens*, 94, 187.

l'appropriation légitime de la chose d'autrui (1).

Nous ne pensons pas qu'un particulier puisse échapper aux poursuites de la justice en invoquant l'article 187 du Code pénal qui punit la suppression et l'ouverture des lettres confiées à la poste, seulement lorsqu'elle a été commise par un fonctionnaire, un agent du Gouvernement ou de l'administration postale. Ces textes sont en effet tout à fait étrangers à notre hypothèse qui trouve une sanction dans les articles 379 et 401 du Code pénal (2).

2. — *Droit des héritiers sur la correspondance du défunt.* — Que faut-il décider lorsqu'au décès d'un individu on trouve parmi les papiers de la succession une correspondance importante ? A qui attribuer les lettres, aux héritiers directs et légataires du défunt ou bien aux auteurs des lettres et à leurs successeurs ? Sous l'ancien régime où la transmission du patrimoine était organisée en vue de maintenir le

1. Trib. com. Saint-Étienne, 21 août 1901, *Mon. Lyon*, 4 sept. 1901.

2. Trib. corr. Saint-Sever, 28 fév. 1899, *Gaz. Pal.*, 99.1.439 : « Le 6 septembre 1898 un certain Clos-Biau avait soustrait à Aix-sur-l'Adour, un paquet de dépêches au préjudice de l'administration des postes. Son défenseur soutenait qu'il avait trouvé ce paquet à terre et qu'il l'avait ramassé par curiosité. Le tribunal répondit que le fait d'avoir emporté le paquet et d'avoir ouvert les lettres en se cachant dans une auberge suffisait pour faire encourir au prévenu les peines du vol. »

nom et l'éclat de la famille, on dérogeait en matière de lettres aux règles courantes de l'hérédité. Afin de consolider la puissance de l'aîné, gardien du blason et des privilèges de la lignée, l'usage lui accordait les lettres et les papiers domestiques même s'il renonçait à la succession. Cette prérogative réservée d'abord à la ligne directe s'étendit graduellement au plus proche parent de la ligne collatérale (1). Il nous est actuellement impossible de ratifier un pareil usage qui se trouve en contradiction avec le fondement même du droit moderne, mais il est possible de résoudre la question en combinant les principes généraux de la succession héréditaire aux règles posées en matière de propriété épistolaire.

Un point est certain, c'est qu'il faut appliquer ici les articles 711 et 724 du Code civil suivant lesquels les héritiers légitimes et naturels sont de plein droit saisis des biens, actions du défunt et par conséquent de ses lettres missives. Cette solution a été fortement contestée en ce qui concerne les lettres confidentielles que beaucoup d'auteurs réservent à l'expéditeur et à ses successeurs après la disparition du destinataire.

En effet dit-on, la propriété que celui-ci possède sur la lettre est une propriété à terme. Se fiant à l'amitié de son correspondant, l'auteur lui a livré

1. POTHIER, Coutumes d'Orléans, Successions.

ses plus intimes pensées, mais à aucun moment il n'a songé que ces pensées pouvaient être connues par les héritiers du destinataire. Or la volonté présumée de l'auteur doit être prise en considération, la lettre étant l'émanation directe de son intelligence, lui seul a pu lui imprimer « un caractère propre, en déterminer les conditions, en fixer les limites et en régler l'usage (1). » La missive confidentielle doit donc « être rendue à son auteur, cette remise étant le seul moyen de respecter la condition du secret sous laquelle la lettre a été envoyée (2). »

Ce système assez ingénieux est contraire à toute règle juridique, ses partisans font allusion à la volonté présumée de l'expéditeur qui entend reprendre les lettres au décès du destinataire, mais rien n'autorise une pareille interprétation. L'auteur avait un moyen bien simple d'exprimer cette volonté, c'était de mentionner sur chaque envoi une formule dans le genre de celle-ci : « Je me réserve formellement le droit de revendiquer cette lettre lors de l'ouverture de votre succession. » Il est vrai que cette idée vient rarement à l'esprit de l'écrivain, la phrase n'étant pas très obligeante pour le destinataire, cependant nous ne voyons pas d'autre moyen propre à tourner la difficulté.

1. Cassation, 9 fév. 1881. *J. du Palais*, 1881, 481.

2. Cour d'Orléans, 29 juil. 1896. *Le Droit*, 7 août 1896.

On fait encore intervenir dans ce système une modalité, le terme. Le destinataire est propriétaire à terme de la lettre reçue, après son décès cette propriété passe à l'envoyeur. En l'absence d'une volonté expresse de ce dernier on ne peut apporter une pareille restriction au droit du destinataire; le terme ne se présume pas.

Un argument plus sérieux est fondé sur la nécessité qu'il y a d'assurer le respect de la correspondance confidentielle. Donner aux héritiers d'une personne le droit de saisir les lettres trouvées dans la succession c'est, dit-on, violer les devoirs les plus sacrés de la délicatesse et de la loyauté. Mais nous ne voyons pas en quoi le fait d'hériter d'une correspondance donne au successeur le pouvoir d'en divulguer le secret. Les tribunaux n'ont-ils pas la faculté d'accorder à l'auteur des dommages-intérêts (art. 1382 C. civ.) chaque fois qu'il se trouve lésé par la publicité des lettres qu'il a écrites, cette publicité fût-elle la conséquence de l'indiscrétion du destinataire ou de ses héritiers ? D'autre part l'héritier succédant aux droits et obligations du *de cujus* (art. 724 C. civ.) est tenu comme lui de veiller au secret des lettres transmises. Peut-être objectera-t-on que c'est déjà trop d'avoir permis aux successeurs de connaître la correspondance recueillie, mais il est facile de renvoyer l'argument à nos adversaires car très souvent à l'ouverture de la succession du destinataire, l'expéditeur

lui-même se trouve décédé, et la correspondance passerait aux héritiers de celui-ci. A leur tour les parents du destinataire pourraient craindre une publication indiscrete, la lettre reçue n'étant habituellement qu'une réponse à des confidences précédemment faites. Le secret des lettres ne serait donc pas mieux garanti dans le système de la transmissibilité des lettres aux héritiers de l'expéditeur que dans le système contraire.

En réalité le Droit commun suffit à empêcher la divulgation du secret des lettres, que la correspondance soit transmise aux héritiers de l'auteur ou à ceux du destinataire. Pour organiser la transmission héréditaire des missives il faut examiner les principes qui ont été posés au début de cet ouvrage. Nous avons démontré en effet que la correspondance était la propriété commune de l'auteur et du destinataire, que ce dernier ayant la faculté de conserver les lettres ne pouvait faire échec au droit que possédait l'auteur d'en exiger le secret. Dès lors, suivant les articles 711 et 724 du Code civil, la correspondance confidentielle du destinataire passera à ses héritiers ou à défaut à ses légataires qui resteront soumis à l'obligation du secret, obligation sanctionnée en cas d'inobservation par des dommages-intérêts au profit de l'auteur et de ses représentants.

Le système que nous combattons ne pourrait expliquer aussi aisément le droit que possède le desti-

nataire de léguer toute sa correspondance à un tiers. Il faudrait, en effet, exproprier le légataire au profit de l'auteur des lettres, ce qui serait incompréhensible et contraire aux principes de la succession. A un autre point de vue le mécanisme de cette doctrine se trouverait faussé par la faculté qu'aurait l'auteur de saisir des lettres constituant contre lui une obligation de payer.

La transmission du patrimoine par hérédité repose en droit moderne sur l'idée de partage égal ou proportionnel. L'application des règles courantes conduirait à ordonner le partage de la correspondance proportionnellement aux facultés de chaque héritier sans prendre en considération le contenu des lettres. On ne peut admettre une pareille idée qui ne tend à rien moins qu'à dévoiler les secrets de famille à une foule de gens indifférents et souvent mal intentionnés. Si les lettres sont impartageables faut-il alors ordonner leur licitation ? Solution encore plus inacceptable que la précédente car on verrait les successeurs trafiquer des secrets domestiques au prix du scandale et du mépris public. Certains ont proposé le tirage au sort, mais cette solution qui contient tous les inconvénients cités aurait encore celui de dépendre du hasard.

Pour les lettres non confidentielles M. Legris emploie par interprétation l'alinéa 3 de l'article 842 du Code civil : « Les titres communs à toute l'hérédité

sont remis à celui que tous les héritiers ont choisi pour en être le dépositaire à la charge d'en aider les copartageants à toute réquisition. S'il y a difficulté sur ce choix il est réglé par le juge. » La seule question est de savoir si l'expression de : titres, comprend aussi les lettres missives. Cela nous semble très douteux, surtout lorsqu'on examine le paragraphe précédent du même article : « Les titres d'une propriété divisée restent à celui qui a la plus grande part, à la charge d'en aider ceux de ses copartageants... etc... » Le Code paraît limiter le mot titres : « aux titres particuliers des objets qui sont échus à chaque héritier », ainsi que le dit encore le premier paragraphe de l'article suscité.

En matière de lettres non confidentielles, on peut appliquer sans aucune difficulté le Droit commun et partager la correspondance entre les héritiers du destinataire proportionnellement à la part qu'ils prennent sur les autres biens. Cette distribution n'a aucune importance étant donné le caractère inoffensif des missives.

La solution est plus délicate quand il s'agit de lettres confidentielles. Il convient alors d'effectuer une double opération, consistant d'une part à faire le triage des lettres confidentielles pour les attribuer au destinataire, et d'autre part à les partager convenablement entre les successeurs de celui-ci. Un arrêt(1)

1. Cour d'Orléans, 29 juillet 1896. *Le Droit*, 7 août 1896.

décide que : « la Cour en Chambre du Conseil a qualité pour déterminer quelles sont parmi les lettres adressées à la personne décédée celles qui ont un caractère confidentiel ; ce mode d'instruction qui a pour but d'empêcher la violation du secret des lettres n'est pas contraire aux règles qui prescrivent la publicité des débats, et la liberté de la défense. » Cette décision représente un système de jurisprudence tout récent qui tend à donner au tribunal un pouvoir d'appréciation sans limites, lui permettant de trancher les difficultés issues du caractère confidentiel des lettres.

Pourquoi ne pas étendre cette idée au sujet qui nous occupe et rendre le juge compétent à prendre toutes les mesures utiles à l'équitable distribution d'une succession épistolaire ? Ainsi on a jugé (1) que « lorsqu'un des héritiers a vécu en commun depuis plusieurs années avec le *de cujus*, jusqu'au décès de celui-ci, le successible qui a accepté sous bénéfice d'inventaire a le droit de demander que les papiers et titres placés sous scellés soient examinés par tous les héritiers, afin de rechercher s'ils intéressent ou non la succession du défunt. Mais il peut consentir à ne pas examiner personnellement ceux des papiers ou titres revendiqués par l'héritier qui a vécu avec le *de cujus* comme étant sa propriété personnelle ; et

1. Cour de Dijon, 10 janvier 1898. *Rec. Dijon*, 99.2.152.

déclarer s'en remettre à l'appréciation des notaires commis et, en cas de désaccord entre ces derniers, à l'arbitrage d'un tiers. Alors au surplus que l'héritier qui a habité avec le défunt donne son adhésion à ce mode de procéder. »

Une autre espèce curieuse a fait l'objet d'un jugement du Tribunal civil de Toulouse (1). « Quand au cours d'un inventaire, rapporte cette décision, il est trouvé dans les papiers de la succession des lettres dont le contenu exige qu'elles restent secrètes, et que parmi les héritiers existe un interdit, le juge des référés ne doit pas autoriser la remise de ces lettres à leurs auteurs, femmes et filles du défunt, qui tous d'accord les réclament, mais il doit ordonner qu'après avoir été numérotées et paraphées par les notaires chargés de l'inventaire elles soient réunies en un paquet cacheté et ficelé et déposées au Tribunal, pour après vérification en la Chambre du Conseil être statué à qui elles appartiendront. »

3. — *Droit de propriété littéraire sur les lettres missives.* — Est-il juridique de parler de droits d'auteurs, de propriété littéraire à propos des lettres missives ? Pourquoi non. Évidemment l'auteur, en écrivant, ne songeait nullement au profit que pouvaient lui rapporter plus tard des idées écrites sous l'impulsion du moment et d'un état mental propice à l'épanchement

1. *J. des not.*, 99, 229.

familier du cœur. Mais si dans l'avenir ces écrits empruntent aux circonstances particulières d'une vie l'importance historique et littéraire du manuscrit, l'écrivain n'est-il pas vraiment le créateur de son œuvre épistolaire, et ne peut-il avec raison invoquer les droits que la législation accorde à tout auteur sur son ouvrage (Loi du 17-24 juillet 1793) (1) ? Hanssens a dit très justement que : « cette pensée, à l'égal de celle qui donne naissance à une œuvre littéraire, est une production du travail intellectuel de son auteur ; est-il un exemplaire de la conception qui portemieux le cachet de la personnalité de celui dont elle émane, le reflet de ses plus intimes sentiments, de son labeur ? »

Ainsi durant la vie de l'écrivain, aucune difficulté ; les principes de la propriété littéraire suffisent à lui assurer l'exploitation pécuniaire de sa correspondance, il peut même la céder à titre onéreux ou gratuit. A sa mort ces droits passeront aux héritiers. Mais cette conclusion qui s'impose à l'esprit et se fonde sur l'interprétation des lois du 17 juillet 1793 et 14 juillet 1866 concernant les droits des héritiers et ayants cause des auteurs littéraires, n'est-elle pas en contradiction avec notre théorie sur la trans-

1. RENOUARD. *Traité des droits d'auteurs dans la Littérature, les Sciences et les Beaux-Arts*. Paris, 1838. — POUILLET. *Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique*. Paris, 1894.

mission héréditaire des lettres missives ? En effet il a été dit au paragraphe précédent que la propriété des lettres passe aux successeurs du destinataire et cette règle paraît s'appliquer d'autant mieux à la correspondance littéraire que fréquemment l'écrivain n'aura pas conservé entre ses mains copie des lettres écrites, léguant ainsi à ses représentants un droit illusoire qui ne leur permet point de réunir les éléments nécessaires d'une publication intéressante.

Malgré ces raisons il convient de faire une exception à notre système et d'accorder en tout cas la propriété d'une correspondance littéraire aux héritiers de l'écrivain. Cette dérogation s'explique par le caractère spécial qui s'attache à la propriété littéraire. Rien n'est plus facilement assimilable, susceptible d'un plus grand développement et d'une influence plus considérable que la pensée, l'idée. Si le législateur a été obligé de s'élever à une conception très abstraite pour faire respecter le droit de propriété sur ce qu'il y a de plus difficilement déterminable, sur les conceptions de l'intelligence ce n'est pas sans faire échec au principe strictement juridique de la propriété ordinaire qui, elle, se fonde sur la possession certaine de l'objet sujet du droit. Dès lors puisque nous sommes en matière de propriété littéraire, il convient d'appliquer les règles de cette propriété en transmettant le droit sur les épîtres littéraires aux

héritiers de l'écrivain (1). Au fond une lettre littéraire n'a plus rien de commun avec une missive ordinaire. L'application des principes de la propriété littéraire fait disparaître les droits du destinataire et de ses représentants de telle sorte que ceux-ci ne pourraient même pas invoquer l'article 2279 du Code civil et prétendre à la possession matérielle de l'écrit, car le droit de propriété littéraire étant incorporel échappe à la formule : En fait de meubles possession vaut titre.

Un jugement du Tribunal civil de la Seine (2) obtient la même conclusion que nous au moyen d'un raisonnement différent. Il s'agissait en l'espèce de la correspondance échangée entre Alfred de Musset et George Sand ; le tribunal décida que : « le droit de publier des lettres missives repose manifestement entre les mains de l'écrivain lui-même, qui sans doute en les écrivant n'a pas songé à se créer une propriété littéraire, les lettres constituant des rapports d'individus à individus et non des objets exploitables destinés à fonder un droit au profit de la personne de qui elles émanent,... que l'auteur enfin a créé une valeur qu'il peut mettre à profit à son heure, pourvu qu'il ne compromette pas par sa publication le nom ou les intérêts du destinataire » (3).

1. Loi du 14 juillet 1866.

2. Trib. civ. Seine, 11 mars 1897, *Le Droit*, 12 mars 1897.

3. Trib. civ. Seine, 14 déc. 1899. *Le Droit*, 15 déc. 1899.

IV. — *Droits des créanciers sur les lettres du débiteur.* — La pensée, nous l'avons vu, garde la personnalité et l'empreinte de l'esprit qui l'a conçue. Elle est dès lors insaisissable sous toutes ses formes, même sous la forme des lettres missives car aux termes de l'article 1166 du Code civil, les créanciers ne peuvent exercer les droits et actions de leur débiteur lorsqu'ils sont exclusivement attachés à la personne. Le principe du secret des lettres s'oppose ensuite à l'intrusion d'un étranger dans le commerce intime de deux correspondants. Le plus souvent, les impressions échangées par lettre n'ont de valeur que par rapport aux relations amicales qui existent entre les individus et ne peuvent être d'aucune utilité pour les créanciers.

« Si des lettres ont été écrites et envoyées à un journaliste, en réponse à des articles publiés par ce dernier, avec réquisition même de les publier, le journaliste n'a pas ultérieurement le droit de réunir en brochure et de publier ces articles en y joignant les lettres en question contre la volonté de l'auteur des lettres. Vainement le journaliste prétendrait-il justifier cette publication par l'usage du droit de citation qui de tout temps a été reconnu au critique littéraire, la reproduction totale d'une œuvre littéraire ne pouvant être assimilée au droit de citation. Il ne saurait davantage soutenir que l'auteur des lettres est devenu son collaborateur et lui a ainsi confié un droit de propriété sur l'ensemble de l'œuvre commune, en effet aucun accord ne peut être réputé intervenu entre deux écrivains qui se sont bornés à mener l'un contre l'autre une polémique. »

Même au cas contraire, nous estimons que les créanciers d'un homme célèbre seraient sans droit pour invoquer les articles 2092 et 2093 du Code civil et répandre dans le public les lettres de leur débiteur, malgré la résistance de celui-ci. Le droit du penseur doit être sacré dans une société qui veut sauvegarder la personnalité et la liberté de l'être. Les créanciers ne peuvent également saisir et vendre comme autographes les lettres du débiteur défunt, seuls les héritiers sont juges de l'opportunité d'une telle publication.

Il faut se garder pourtant de pousser trop loin ce système ; il y a des cas où le créancier serait lésé s'il ne pouvait saisir certaines lettres confidentielles, susceptibles de lui procurer la preuve du droit qu'il invoque. Il est donc impossible de lui refuser sans injustice la saisie d'une lettre du débiteur contenant la preuve d'un engagement pris à son égard ou d'une obligation contractée par un tiers envers ce débiteur.

CHAPITRE III

Intervention de la propriété des lettres

I. — *Lettres échangées entre fonctionnaires.* — La pratique nous oblige parfois à déroger aux principes qui règlent la propriété des lettres, par exemple lorsqu'il s'agit de missives échangées entre fonctionnaires publics. Il est impossible de reconnaître à ceux-ci un droit quelconque sur la correspondance intéressant le service auquel ils président. De tels écrits doivent demeurer dans les archives de l'État et constituer un contrôle de la gestion administrative. Les fonctionnaires reçoivent de leurs prédécesseurs les dossiers qui contiennent ces lettres, et ne peuvent les détourner ni les communiquer aux tiers sous peine d'encourir les rigueurs des articles 169 et 173 du Code pénal.

II. — *Lettres échangées entre commis et commerçants.* — Dans un autre ordre d'idées, le représentant de commerce n'acquiert aucun droit sur la correspon-

dance commerciale envoyée par la maison dont il est le correspondant. Une telle correspondance ne peut être assimilée aux lettres privées ordinaires ; elle ne leur emprunte que le mode de transmission et représente plutôt un moyen d'information propre à l'activité commerciale qu'un échange de sentiments affectueux et confidentiels. Comment soumettre aux règles courantes de la propriété en matière de missives un écrit contenant des ordres de vente ou d'achat, des comptes, des explications sur la variation des prix et des marchandises, des conseils sur la clientèle, questions toutes d'ordre purement professionnel ? Nous sommes ici dans un domaine tout à fait exceptionnel où la correspondance revêt un caractère qu'elle ne trouve nulle part ailleurs puisqu'elle acquiert une force probante particulière grâce au copie de lettres tenu par le commerçant.

Cette solution semble même très juste, si l'on songe aux difficultés que rencontrerait l'application du droit commun à ce sujet. En conservant les lettres reçues, le préposé pourrait, à l'expiration de son mandat, utiliser les renseignements qu'elles contiennent, se livrer à une concurrence déloyale, et discréditer son ancien patron auprès de la clientèle et des concurrents. Le tribunal commercial de la Seine a correctement jugé que : « La propriété de la correspondance échangée pour les besoins du commerce entre un patron et son voyageur demeure acquise

au patron. Celui-ci ne perd pas son droit en ne réclamant pas la restitution de cette correspondance aussitôt la rentrée du voyageur. Il reste libre de l'exercer le jour où les circonstances (démission du voyageur et son entrée chez un concurrent) rendent cette restitution nécessaire (1). »

III. — *Lettres échangées pour les besoins d'une société.* — Par identité de motifs il convient de décider que les lettres d'affaires échangées entre directeurs et employés, ou les lettres d'affaires reçues par ceux-ci appartiennent indistinctement au chef de l'affaire ou à l'administration elle-même, considérée comme personne morale, quand il s'agit d'une société. Aussi la Cour de Paris (2) a jugé que les lettres écrites à l'ex-directeur d'une société, lorsqu'elles se rattachent aux affaires communes, font partie des archives de la société et on peut en poursuivre la restitution. De même : « l'ingénieur d'une société n'est pas en droit de se plaindre qu'on ait décacheté la correspondance adressée au siège social d'où il était souvent absent, si on l'a fait dans le but de trier les missives, alors surtout qu'il ne prouve pas que des lettres personnelles aient été détournées(3). »

1. Trib. com. Seine, 14 fév. 1900. *Le Droit*, 6 avril 1900.

2. Cour de Paris, 7 novembre 1888. *Gaz. Pal.*, 89.1.30.

3. Trib. com. Seine, 13 février 1888. *La Loi*, 28 février 1888.

CHAPITRE IV

Transmission et distribution des lettres

Quels sont les droits de l'administration des postes sur les plis qu'elle est chargée de transmettre ? Celle-ci étant mandataire du public pour tout ce qui concerne l'échange des correspondances il suffira d'appliquer les règles générales du mandat.

L'expéditeur se dessaisit de la lettre, mais tant qu'elle n'est pas arrivée à destination, il peut encore la revendiquer et en arrêter l'envoi. A cet effet il lui sera possible d'invoquer l'article 1991 du Code civil suivant lequel le mandataire est tenu d'accomplir le mandat aussi longtemps qu'il en reste chargé. Jusqu'au moment de la réception, le destinataire n'acquiert donc aucun droit de propriété sur le message. Pratiquement le seul inconvénient de ce système consiste en la preuve que l'expéditeur doit fournir pour démontrer qu'il est l'auteur de l'écrit, preuve difficile entre toutes, car elle ne peut résulter que des signes extérieurs de la missive, l'administration

n'ayant pas le droit de rompre l'enveloppe. Le tribunal, croyons-nous, détient en pareil cas le pouvoir d'ordonner les mesures qu'il convient de prendre pour assurer les droits respectifs des parties en cause. Il pourrait par exemple convoquer les deux correspondants au bureau de poste, faire ouvrir la lettre par un tiers en leur présence, et l'attribuer s'il y a lieu à l'expéditeur sans la communiquer au destinataire.

Lorsque l'écrit a été confié à une personne privée, commissionnaire ou domestique, on appliquera les mêmes principes sauf qu'en cette occurrence l'expéditeur arrêtera l'envoi du message à son gré, par le simple rappel du messenger.

I. — *Adresse douteuse.* — L'administration des postes est tenue de faire remettre les lettres au destinataire, même au cas où elles seraient froissées et illisibles. Si l'enveloppe se trouve fortuitement brisée par une personne dont le nom ne figurait pas à l'adresse, le fait est mentionné sur la lettre et certifié sous signature par l'auteur de l'indiscrétion. A défaut, l'agent des postes signalera lui-même sur l'enveloppe l'erreur commise (Instr. gén. des Postes, art. 692).

Le tribunal civil de la Seine (4) a jugé que le juge

1. Trib. civ. Seine. Référés, 22 déc. 1900. *Le Droit*, 28 déc. 1900.

des référés est compétent pour ordonner la remise à son véritable destinataire d'une missive portant une adresse ambiguë et attribuant spécialement à un tiers le titre de directeur d'une société dans laquelle il n'est intéressé à aucun titre. En l'espèce une lettre était arrivée aux Grands Magasins du Louvre avec la suscription suivante : « M. Dufayel, directeur des Grands Magasins du Louvre ». La société des Grands Magasins du Louvre, dont Dufayel n'est pas directeur, s'est adressée au président du tribunal civil de la Seine statuant en référé, afin de faire juger quel était en présence des énonciations contradictoires le véritable destinataire de la lettre. Le directeur du Louvre n'avait pas cru devoir ouvrir cette lettre sans être sûr d'en être le véritable destinataire. Dufayel, de son côté, ayant reconnu qu'il n'était pas directeur du Louvre ni intéressé à un titre quelconque dans la société, déclara ne pas s'opposer à ce que les lettres portant son nom avec cette qualité inexacte fussent remises aux directeurs du Louvre comme lui étant adressées. Le tribunal jugea en ce dernier sens.

Au cas de fausse adresse les facteurs doivent procéder avec prudence et ne distribuer les messages qu'aux personnes notoirement connues ; ils s'exposeraient sans cela à commettre des erreurs regrettables notamment dans les centres peuplés où les homonymes sont fréquents. L'article 691 de l'Instruction générale des Postes prévoit cette hypothèse et

décide que les lettres dont l'adresse porte un nom commun à plusieurs habitants d'une même localité doivent être mises au rebut lorsqu'on a épuisé tous les moyens pour en connaître le véritable destinataire. D'ordinaire les personnes portant le même nom sont convoquées à la poste et assistent à l'ouverture de la lettre douteuse ; si l'un des homonymes refuse de se présenter, ou s'oppose à la rupture du sceau, le pli est versé au rebut ou retourné à l'expéditeur (1).

Les homonymes peuvent encore s'entendre entre eux pour la distribution de la correspondance ; ils nommeront un tiers ou l'un d'eux avec mission d'ouvrir les lettres et de les faire parvenir au destinataire désigné (2). En cas de conflit les tribunaux interviennent et font exécuter leur jugement par l'administration des postes sans qu'on puisse dire qu'il y ait là une atteinte aux prérogatives de ce corps administratif mais de simples mesures destinées à régler une question de propriété. Ainsi l'a décidé le tribunal civil de Toulouse (3) : « Les lettres missives, télégrammes, etc... doivent être remis par l'administration des postes à leur véritable destinataire, et en cas de confusion dans les adresses, il appartient aux tribunaux suivant les circonstances de fait, et docu-

1. Nîmes, 9 fév. 1889. *D.* 90. 2. 317.

2. Paris, 3 juin 1892. *Gaz. Pal.*, 92. 2. 38.

3. Trib. civ. Toulouse, 27 avril 1896. *La Loi*, 17 juin 1896.

ments de la cause, de décider à quel destinataire ils doivent être remis. Les lettres, dont la suscription porte un nom commun à plusieurs personnes, exerçant le même commerce dans la même localité et sans qu'il y ait aucune indication propre à en attribuer la propriété à l'une d'elles, doivent être remises à la maison de commerce la plus ancienne. »

De même lorsque deux associés ont convenu, lors de la dissolution de la société, de réglementer l'usage de leurs noms pour éviter à l'avenir toute confusion dans leurs rapports avec la clientèle, il appartient aux tribunaux, en cas d'insuffisance de cette convention, d'ordonner les mesures propres à éviter toute difficulté, de dire quelles lettres seront remises à chacun séparément, quelles autres seront ouvertes en commun (1).

Les artistes empruntent souvent un pseudonyme sous lequel ils exercent leur art. S'ils sont inconnus dans la localité sous leur nom d'emprunt, ils devront obtenir des autorités administratives de l'endroit un acte constatant qu'ils portent ce pseudonyme dans leurs relations professionnelles.

Quand il s'agit d'auteurs littéraires, une déclaration de l'imprimeur ou de l'éditeur suffira, à notre avis, pour identifier la personne munie du pseudonyme.

1. Cour de Rennes, 3 juillet 1895. *Rec. Angers*, 1896, 13.

Les commerçants, de leur côté, prennent l'habitude, pour éviter les erreurs, de confier au bureau de poste de leur circonscription un certificat constatant le dépôt de la marque au tribunal de commerce compétent. Pourtant, il arrive parfois que des lettres sont ainsi distribuées à des commerçants ayant vendu leur fonds. En ce cas « l'acquéreur du fonds peut se faire remettre par l'administration des postes tous les envois dont l'aspect extérieur revêt le caractère commercial, si l'adresse mise sur les envois porte : 1° le nom du prédécesseur, 2° le nom de la commune réservée à l'acquéreur et interdite au vendeur. Cet acquéreur a le même droit pour les lettres dont aucun signe extérieur ne révèle le caractère commercial ; toutes les fois que le nom du prédécesseur n'est pas accompagné de son prénom (1). »

L'acquéreur d'un fonds de commerce exploité par une société en nom collectif peut en faire autant en qualité de successeur des associés (2). Le juge des référés est toujours compétent pour ordonner le triage des lettres commerciales et des lettres personnelles du vendeur d'un fonds, ou même pour nommer un tiers chargé d'ouvrir les plis et de les trans-

1. Trib. com. Reims, 14 mars 1899, *Gaz. com. Lyon*, 11 juin 1901. — *Sic*, Trib. com. Seine, 24 août 1900, *Gaz. Trib.*, 4 oct. 1900. — Cour d'Amiens, 21 juin 1901, *Rec. Amiens*, 1901, 192.

2. Trib. civ. Seine, 25 juillet 1891, *Le Droit*, 31 oct.

mettre aux intéressés (1). Enfin les missives adressées à une société en liquidation sont remises au liquidateur, autorisé comme il est juste par le groupe des associés.

2. — *Poste restante.* — La lettre poste restante peut être retirée seulement par la personne qui connaît la formule inscrite sur l'enveloppe. Tant que la missive reste en dépôt à la poste, l'expéditeur et le destinataire ont tous deux la faculté de s'en emparer. Nous avons vu en effet que la lettre appartient à l'auteur jusqu'au moment où elle parvient à destination, durant ce temps celui-ci peut la retirer s'il a réfléchi et jugé son envoi inopportun. Il serait injuste de lui refuser ce droit, car la lettre demeurant souvent plusieurs mois à la poste il a tout intérêt à éviter la mise au rebut de son message et la violation nécessaire qui en résulte. On ne peut objecter qu'un individu puisse ainsi intercepter une correspondance déposée à la poste en s'emparant par surprise de la formule employée puisqu'il lui faudra en tout état de cause prouver qu'il en est l'auteur. Il est assez difficile, nous le reconnaissons même à l'expéditeur d'administrer cette preuve, mais qui l'empêche de mentionner sur l'enveloppe son adresse ou même une formule lui permettant de retirer son envoi au bureau restant avant l'arrivée du destinataire. Quant

1. Cour d'Amiens, 26 janvier 1869, S. 1869.2.333.

à ce dernier il établira son identité en présentant à l'employé une lettre précédemment reçue, une carte de visite ou tout autre document semblable (art. 652, Inst. gén. des Postes).

3. — *Lettres adressées aux personnes décédées.* — L'article 693 de la même Instruction nous apprend que les lettres adressées à une personne décédée sont portées au domicile du défunt tant qu'elles y sont reçues, à moins que l'administration des postes ne soit autorisée par un acte judiciaire à les confier aux héritiers ou à l'exécuteur testamentaire. Si la distribution devient impossible, la correspondance est mise au rebut ou renvoyée aux auteurs s'ils sont connus après un délai de quarante-huit heures.

LIVRE II

LE SECRET DES LETTRES

CHAPITRE PREMIER

La lettre confidentielle

1. — *Considérations générales.* — L'inviolabilité de la correspondance privée n'est pas écrite au Code, ne figure pas davantage parmi nos lois constitutionnelles et pourtant l'usage en a consacré le principe comme un dogme indispensable à la dignité d'une nation et au généreux épanouissement d'une société. L'expérience a démontré que les avantages d'une police inquisitoriale des postes étaient loin de compenser les inconvénients résultant d'une violation systématique des lettres. La suppression de certaines correspondances n'a jamais empêché la pensée d'être plus libre, la critique de frapper plus juste.

Une lettre ne vaut que parce qu'elle est inviolable, son utilité provient essentiellement du fait qui nous permet d'échanger nos impressions à l'abri de la curiosité publique. Pour augmenter la confiance des particuliers et leur garantir le secret du commerce épistolaire, la plupart des pays ont assuré le service des postes par une administration publique sous le contrôle immédiat de l'opinion.

Ainsi donc j'écris parce que je sais que seul mon destinataire me lira, et dans cette croyance je lui dévoile les mystères les plus cachés de mon âme, je me confesse à lui, sans craindre de porter des jugements sur les personnes de mon entourage, les parents, les amis. Ferais-je cela, si je ne pouvais compter sur la discrétion de l'administration des postes et le silence de mon correspondant ?

A ces raisons d'ordre purement moral, il faut ajouter que nos lois se sont toujours gardées d'intervenir dans la vie privée de l'individu et ont au contraire en maintes occasions proclamé la liberté de la personne ou du domicile du citoyen. Or y a-t-il un domicile plus sacré, plus rebel à tout contrôle et à toute contrainte que le domicile spirituel de la pensée, cette lumière que l'on ne peut enlever aux prisonniers les mieux gardés ?

De cet exposé il résulte que le destinataire s'est tacitement obligé à ne pas divulguer le contenu de

la correspondance confidentielle qu'il a reçue (1) et « qu'une telle lettre ne peut être rendue publique sans l'autorisation de son auteur (2). » Par contre la majorité des auteurs estiment que l'on peut sans danger admettre la violation du secret d'une lettre non confidentielle. Nous adoptons cette opinion avec cependant un léger correctif. Nous pensons, en effet, que la lettre non confidentielle peut être publiée et utilisée par le destinataire dans son intérêt ou au profit d'autrui mais qu'en cours de route elle ne saurait être ouverte par l'administration, soit par le mandataire qui la transmet. Inutilement ceux-ci soutiendraient-ils que la lettre n'étant pas confidentielle, son ouverture ne peut léser personne; le seul fait de décaucher une enveloppe est suffisant pour donner lieu à des dommages-intérêts; s'il en était autrement les intermédiaires seraient tentés d'abuser de leur droit car rien à première vue ne distingue une lettre non confidentielle d'une autre et le sceau une fois brisé, le secret de la correspondance, s'il existe, se trouverait irrémédiablement connu.

2. — *Définition de la confidence.* — Il est temps maintenant d'expliquer ce que l'on entend par lettre confidentielle. Une définition est impossible dans une matière par excellence interprétative et jurisprudentielle.

1. Trib. civ. Niort, 24 janv. 1896, *Pand.* 98.2.185.

2. Trib. civ. Lyon, 14 juin 1895, *La Loi*, 29 juillet 1895.

« Pour décider si une lettre a ouï ou non un caractère confidentiel, dit la Cour de Rennes (1), il faut consulter ses termes, l'intention de son auteur, le but que celui-ci s'est proposé et aussi la qualité du destinataire. Ainsi, la lettre par laquelle l'avocat d'une partie fait l'offre d'une transaction à l'avoué d'une autre partie, en difficultés avec la première (spécialement lui annonce que son client accepte un certain état de choses, mais désire une solution immédiate, faute de quoi il lancera une assignation), n'a point un caractère confidentiel : elle peut être produite en justice par cette partie dans le procès auquel elle avait eu pour but de mettre fin. Mais la correspondance échangée entre les avocats de deux parties qui, loin de renfermer une offre de transaction, contient de simples réflexions n'ayant qu'une affinité plus ou moins directe avec la question du procès divisant les parties, doit être considérée comme confidentielle et par suite doit être écartée du débat. »

La lettre missive dont l'objet est d'ordre intime est toujours présumée confidentielle alors surtout que des circonstances de la cause et notamment la précaution prise par l'expéditeur de faire recommander sa lettre confirment cette présomption (2).

L'expéditeur d'une lettre contenant sur des tiers des renseignements demandés à titre confidentiel,

1. Cour de Rennes, 24 fév. 1894, *D.* 94. 2. 295.

2. Trib. civ. Montdidier, 24 mars 1904, *La Loi*, 5 avril 1904.

donnés exactement sans esprit d'animosité ou de malveillance, n'encourt pas de responsabilité vis-à-vis de ces tiers, et il est en droit d'invoquer le caractère confidentiel des renseignements donnés pour opposer l'inviolabilité du secret des lettres, peu importe que la mention « confidentielle » n'ait pas été écrite sur la lettre (1).

Est encore de nature confidentielle la lettre écrite en réponse à une demande de renseignements commerciaux (2) mais non celle contenant des renseignements commerciaux fournis à une agence par son correspondant habituel et destinés dans la pensée de celui qui les donne comme de celui qui les reçoit à être communiqués moyennant une rémunération à toute personne intéressée à les connaître (3).

Toutes ces espèces et d'autres encore (4) éclairent suffisamment la question et montrent combien la confiance est chose relative, sujette à une appréciation infiniment variée.

3. — *Les Imprimés.* — C'est un sujet d'actualité intéressant tout le monde à cause de l'extension ra-

1. Cour de Besançon, 6 janvier 1902. *Rec. Besançon*, 1902, 41.

2. Trib. civ. Rocroy, 30 juillet 1903. *Mon. Lyon*, 13 nov. 1903.

3. Cour de Nancy, 25 novembre 1903. *Rec. Nancy*, 1903, 339.

4. Cassation civile, 28 mai 1900. *D.* 1901. 1. 471. — Trib. Simp. Pol. Paris, 13 janvier 1906. *Gaz. Trib.*, 17 fév. 1906.

pide et croissante prise en ces derniers temps par les imprimés, journaux et circulaires. De tels écrits sont-ils confidentiels, faut-il en sanctionner le secret ?

L'article 187 du Code pénal punit : « toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire, etc... » On a pu conclure de là avec une apparence de raison que le délit d'ouverture ne s'applique pas aux imprimés qui circulent à découvert, leur violation n'étant pas prévue puisqu'ils ne sont pas scellés et partant confidentiels.

En fait cette théorie est insoutenable à notre époque où la publicité par prospectus est entrée définitivement dans les mœurs et forme une des principales sources de revenus de l'administration des postes. En droit elle est également fausse car l'article 187 punit non seulement l'ouverture mais encore la suppression des lettres. Or, dit Rousseau : « Il peut y avoir suppression d'une lettre sans violation du secret, qu'importe dès lors que la correspondance supprimée soit expédiée sous enveloppe close, sous bande manuscrite ou imprimée. »

D'ailleurs pourquoi refuser à l'imprimé en général le caractère confidentiel ? Il est vrai qu'il circule à découvert, qu'il est destiné en fin de compte à servir de réclame, mais il emprunte souvent une forme originale et toute spéciale à notre époque avide de transactions commerciales. Ainsi le commerçant

s'adresse parfois directement au client pour lui annoncer au moyen d'un prospectus les qualités et avantages de sa marchandise, les conditions et les facilités de paiement, en un mot tous les détails de son offre. Parce que la lettre est imprimée, envoyée sous bande et affranchie plus économiquement, est-elle moins importante pour le commerçant auquel elle est susceptible de rapporter des affaires sérieuses et profitables? L'on pourrait même, si le rapprochement des termes semblait possible, parler du secret de la publicité, en ce sens qu'un marchand est souvent intéressé à ce que ses prospectus parviennent à destination le plus rapidement possible sans être ouverts, dans le but de devancer des concurrents moins diligents. Le commerce tout entier est donc intéressé à ce que la publicité par annonces postales se fasse sans indiscretion abusive et avec régularité. Enfin pour des raisons intéressant les relations sociales nous décidons également que la distribution des journaux, circulaires et convocations, doit se faire avec la plus scrupuleuse, la plus discrète exactitude.

4. — *Les cartes postales.* — La question de la carte postale est plus délicate à traiter, non pas que son assimilation à la lettre ordinaire fasse quelque doute mais parce que son mode d'envoi semble s'opposer à toutes les règles de l'inviolabilité. La carte postale est en effet exposée à la curiosité générale, agents

des postes, facteurs, concierges, domestiques, et l'expéditeur n'a pu se faire aucune illusion sur le sort qui était réservé à son message. Nous lisons bien dans une circulaire du 15 février 1873 qu'il est défendu aux agents de prendre connaissance du contenu des cartes pour rechercher les contraventions fiscales par absence de timbre de quittance lorsqu'elles contiennent décharge, reçu, etc... Il est encore certain que par voie de conséquence les employés ne peuvent verser au rebut les cartes postales injurieuses et diffamatoires comme l'exigerait l'article 729 de l'Instruction générale des Postes (20 mars 1868). Mais il est impossible d'en conclure que la lecture d'une carte postale soit un délit tombant sous le coup de l'article 187 du Code pénal, ce texte ne punissant que l'ouverture d'une lettre et la carte postale ne pouvant par nature se prêter à une telle infraction.

Malgré ces considérations nous pensons que le contenu d'une carte postale est aussi respectable que celui d'une lettre ordinaire, il n'y a en effet aucune raison de distinguer et nous déplorons l'état actuel de la législation qui ne permet pas de réprimer sévèrement la lecture d'un tel écrit lorsque l'indiscrétion peut être prouvée. L'habitude est prise aujourd'hui d'envoyer des cartes postales illustrées enfermées dans des enveloppes semi-transparentes. En généralisant cet usage il serait peut-être possible de solutionner la question si compliquée du secret de la carte postale.

On peut néanmoins invoquer l'article 378 du Code pénal qui punit la violation du secret professionnel pour défendre aux agents postaux de communiquer à un étranger le texte des cartes postales qu'ils ont lues. C'est en partant de cette idée que la Cour de Cassation a considéré comme illicite et condamnable le fait : « de lire à haute voix dans le bureau, en présence des facteurs réunis et de faire copier la teneur entière d'une carte postale » (1).

5. — *Télégrammes*. — La dépêche télégraphique se trouve forcément communiquée aux agents de transmission et de réception, mais ici nous avons un texte, l'article 5 de la loi du 29 novembre 1850, qui défend aux employés de divulguer les secrets surpris et de s'approprier le fac-similé du télégramme qui reste entre leurs mains sous peine de se voir appliquer l'article 187 du Code pénal.

1. Cassation criminelle, 21 nov. 1874, *Gaz. Trib.*, 30 novembre 1874.

CHAPITRE II

Histoire du secret des lettres

Il s'en faut que le secret de la correspondance ait toujours été scrupuleusement observé comme il l'est de nos jours. L'absolutisme qui régnait sous l'ancien régime eut tôt fait d'appliquer en cette matière un système d'intervention et de surveillance qui transforma l'administration des postes en un service d'information, véritable instrument de pouvoir. Ce furent les beaux jours de cette institution mystérieuse et toute puissante du cabinet noir où les officiers du roi décachetaient avec beaucoup d'à-propos et de clarté la correspondance suspecte de tout le royaume. La Chronique du temps (1) nous rapporte que les commis étaient chargés de prendre avec une boule de mercure l'empreinte des cachets que l'on faisait fondre dans l'eau chaude. Les lettres étaient lues dans le cabinet du roi et recachetées avec l'empreinte.

1. *Mémoires* de M^e du Haunet, camériste de M^{lle} de Pompadour.

Fournier de son côté nous raconte dans son ouvrage : *Le Vieux Neuf*, qu'on enlevait les cachets au moyen d'une composition appelée gama, contenant du vif argent et d'autres substances.

D'ailleurs la violation du secret des lettres faisait partie des lois en vigueur et nous voyons Louis XI, organisateur des postes royales, décréter dans son ordonnance du 19 juin 1464 (art. 10 et suivants) que le prince se réserve le droit d'examiner la correspondance des particuliers pour empêcher toute atteinte à l'ordre public et à la sécurité de sa personne. De cette ordonnance naquit le cabinet noir qui depuis lors fonctionna avec une parfaite prospérité et arriva même à grever très lourdement le budget du royaume (1) (450.000 livres).

On essaya bien d'utiliser les lettres chiffrées mais un édit de François I^{er} (10 octobre 1546) prohiba cette sorte de correspondance. Richelieu avait son « général des Postes » Pierre d'Alméras ; mais on aurait mauvaise grâce à lui en vouloir, car nous devons à son inspiration l'établissement d'un service régulier des postes, mis à la disposition du public (arrêt du Conseil du roi, novembre 1681).

Colbert lui-même fut partisan résolu de l'interception des lettres et s'y livra souvent avec succès pour combattre ses ennemis auprès du roi. Plus tard, La

1. NECKER. *Ouvrage sur l'Administration.*

Reynie, lieutenant général de la Police, prit l'habitude de présenter à Louis XIV les lettres susceptibles de l'intéresser. Rien ne manquait au courrier, depuis la correspondance politique jusqu'aux billets doux et aux lettres familiales (1). Aussi les cours étrangères prenaient-elles le soin de confier leurs messages à des courriers spéciaux.

Au XVIII^e siècle les intrigues de la cour et de la ville devenant plus nombreuses constituèrent la principale occupation d'une société dissolue, et la lecture des lettres fût pour Louis XV un divertissement officiel et quotidien. L'ouverture de la correspondance fit même l'objet d'une véritable organisation ministérielle confiée au duc de Conti et au comte de Broglie pour les missives politiques et diplomatiques, et au cabinet noir pour les lettres privées.

Louis XVI, le premier, eut l'honneur de proclamer le principe de l'inviolabilité des lettres. Son arrêté du Conseil du 18 août 1775 mérite d'être cité : « Considérant que les lettres interceptées ne peuvent jamais devenir l'objet d'une délibération, que tous les principes mettent la correspondance secrète des citoyens au nombre des choses sacrées dont les tribunaux comme les particuliers doivent détourner les regards... Sa Majesté a jugé nécessaire d'ordonner que les auteurs et les complices de l'interception

1. SAINT-SIMON. *Mémoires*.

soient poursuivis selon la rigueur des ordonnances.» Ces idées se retrouvent d'ailleurs dans tous les cahiers des états généraux et les assemblées révolutionnaires allaient bientôt faire passer dans le domaine de la pensée comme dans celui des revendications sociales un souffle puissant de liberté.

Mirabeau ne craignait pas de dire à la tribune : « En France sous le prétexte de la sûreté publique on prive les citoyens de tout droit de propriété sur les lettres qui sont les productions du cœur et le trésor de l'intelligence. » Et bientôt parut le décret du 10 août 1790 qui décida que « le secret des lettres est inviolable et que sous aucun prétexte il ne peut y être porté atteinte ni par les individus, ni par les corps. »

On pût croire un moment que tout était à recommencer. La Convention dominée par Robespierre et ses partisans consentit à ressusciter les anciens abus en invoquant les dangers de la réaction. Le salut de la nation exigeait, disait-on, le contrôle de la correspondance des émigrés. Mais le décret du 19 brumaire an III fit justice de cette comédie et décréta que « le secret des lettres ne serait pas violé à l'intérieur de la République. »

A partir de cette époque jusqu'en 1801, l'inviolabilité du secret des lettres, bien que sanctionnée par les lois pénales, fut réduite à l'état de légende. L'influence du futur empereur se faisait déjà sentir au

sein du Directoire. Les arrêtés du 11 floréal an IV et du 3 frimaire an V rétablirent les mesures de surveillance sur les lettres des émigrés, prêtres et déportés et ce qui est plus grave sur toutes les lettres « qui pouvaient indiquer des relations contraires à la sûreté de la République. »

Devenu empereur, Napoléon I^{er} ne put jamais admettre que la pensée de l'un de ses soldats ou de l'un de ses sujets lui fût étrangère. Il reconstitua le cabinet noir où il s'employait à connaître les correspondances intimes de ses ministres et grands officiers (1), mais plus tard dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* il désapprouva sa conduite.

Une circulaire de Carnot à la date du 8 mai 1813 décréta bien : « que la pensée de tout citoyen français doit être libre comme sa personne », néanmoins cela n'empêcha point le cabinet noir de fonctionner durant la Restauration et la Monarchie de Juillet. Pour terminer, nous trouvons enfin sous le second Empire le fameux Simonel, directeur en chef du Bureau institué à l'effet d'inspecter la correspondance des particuliers.

1. GÉNÉRAL MONTHOLON. *Mémoires*, « Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène ».

CHAPITRE III

Sanction de l'inviolabilité du secret des lettres

1. — *Violation des lettres par les agents des postes.* — Le texte le plus ancien que nous trouvions en cette matière est l'Ordonnance de 1742 qui punit de mort l'ouverture et le vol des lettres contenant des valeurs, en réservant le blâme, le bannissement et les galères aux individus coupables d'avoir détourné ou supprimé la correspondance ordinaire. Une répression si rigoureuse s'imposait au XVIII^e siècle pour supprimer l'influence du cabinet noir, mais lorsque la Constituante eut proclamé l'inviolabilité du secret des lettres, la loi devint moins sévère et organisa même un système préventif en vue de combattre l'indiscrétion des agents postaux. L'article 2 du décret du 26-29 août 1790 imposa en effet aux commissaires et administrateurs des postes l'obligation de prêter un serment par lequel ils s'engageaient à observer fidèlement le secret des lettres. Cette mesure était complétée par l'article 3 du Code pénal

(25 septembre-6 octobre 1791) aux termes duquel le délit d'interception de missives était puni de deux ans de gêne lorsqu'il était commis par ordre du pouvoir exécutif soit par un agent du service des postes, avec cette exception pourtant « qu'il n'était porté aucune atteinte à la surveillance que le gouvernement pouvait exercer sur les lettres venant des pays étrangers ou destinées pour ces mêmes pays (1). »

Le Code pénal de 1810 reconnut également le principe de l'inviolabilité dont il atténua encore la sanction. L'article 187 ne portait plus qu'une amende de 16 à 300 francs contre l'agent coupable et l'interdiction des fonctions publiques pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. En 1832, lors de la révision du Code pénal, sur la proposition de M. Caumartin on aggrava les peines de l'article 187 qui ainsi remanié parvint jusqu'à nous. Aujourd'hui : « toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou par un agent du gouvernement, ou de l'administration des postes sera, punie d'une amende de 16 francs à 500 francs et d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans. Le coupable sera de plus interdit de toute fonction ou emploi public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. »

Le caractère général de cet article le rend appli-

1. Code des délits et peines du 3 brumaire an IV (art. 638)

cable à tous les employés et agents des postes, même aux agents auxiliaires sans distinguer entre ceux qui ont prêté serment et les autres (1). La jurisprudence l'étend également à l'employé qui en dehors de l'exercice de ses fonctions intercepte une lettre, le fonctionnaire administratif ne pouvant, même lorsqu'il a quitté son service, être considéré comme un simple particulier (2).

Il faut rapprocher de ces textes les articles 177 et 179 du Code pénal aux termes desquels nul ne doit user de l'influence que lui procure une fonction publique pour recevoir de l'argent en échange d'un service ou d'une faveur. Par conséquent l'agent des postes qui moyennant finances aura facilité l'entrée d'un bureau à un tiers pour lui permettre de pénétrer le secret d'une lettre se verra infliger les peines des articles 177, 179 du Code pénal et aussi celles de l'article 187 pour s'être rendu complice d'un fait punissable (3).

Certains auteurs font une exception à l'article 187 et se fondant sur les textes du Code pénal de brumaire an IV répriment le geste de l'employé postal alors seulement qu'il a été accompli avec l'intention de nuire. Nous repoussons ce système, les lois pé-

1. Cour d'Orléans, 24 août 1876, *S.* 1876. 2. 169.

2. Cour de cassation, 6 août 1841, *D.* 1841. 1. 139.

3. Trib. com. Saint-Étienne, 6 déc. 1889. *Mon. Jud. Lyon*, 17 janv. 1890.

nales étant en effet strictement limitatives, il ne sied pas de les compléter ; or les expressions « sciemment et volontairement » employées par le législateur de brumaire ont disparu de la rédaction définitive de l'article 187. Il faut cependant éviter aussi l'excès contraire et ne pas soutenir en tout état de cause la responsabilité de l'agent postal par la faute duquel une lettre a été ouverte ou perdue. Tous les criminalistes sont d'avis que seule l'intention coupable crée le délit et provoque la répression ; l'employé sera donc excusable chaque fois que sa bonne foi ne pourra être mise en doute, par exemple s'il obéit à l'ordre d'un supérieur, s'il ouvre des lettres présumées contenir des valeurs ou des objets dont le transfert est prohibé, s'il décachète la correspondance tombée au rebut, s'il se trompe fortuitement de destinataire, enfin s'il perd le pli par négligence. Dans toutes ces hypothèses le tribunal se bornera à réclamer de l'administration une peine disciplinaire pour le délinquant et à récompenser les parties lésées en leur accordant des dommages-intérêts (art. 1382, C. civ.).

Les employés des postes, cela ne fait de doute pour personne, sont également soumis à l'obligation du secret professionnel (art. 378, C. pén.), étant comme l'exige ce texte dépositaires par état ou profession des secrets qu'on leur confie. De là à conclure qu'ils sont dispensés de déposer en justice, il n'y a

qu'un pas. Ils prêtent en effet serment de ne pas révéler les faits relatifs à leur service et l'article 378 les place sur le même rang que le médecin ou l'avocat parmi ceux qu'il désigne sous l'expression générique de « toutes autres personnes ».

Tout le monde n'est pas de cet avis et la Cour de cassation (1) prétend « qu'un citoyen doit la vérité à la justice lorsqu'il est interpellé par elle... que ceux mêmes qui figurent à l'article 378 ne sont pas dispensés d'une manière absolue de cette obligation générale, que cette dispense d'un devoir social doit être restreinte au cas où les faits sur lesquels ils sont interpellés, leur auront été révélés sous le sceau du secret, dans l'exercice de leur profession ou de leur ministère... que les agents des postes ne rentrent pas dans la catégorie des personnes nommées par l'article 378... que si aux termes du décret du 29 août 1790 ils prêtent serment d'observer la foi due au secret des lettres, ce serment ne peut les dispenser d'accomplir le devoir imposé à tout citoyen par l'article 80 du Code d'Instruction criminelle, qu'aucune disposition de la loi ne leur accorde ce privilège... qu'autrement il faudrait admettre, ce qui est contraire à la morale et à la raison, que l'administration des postes peut assurer l'impunité des faits punissables et soustraire les coupables aux recherches de la justice. »

1. Cour de cassation, 14 mars 1885, *D.* 85.1.425.

Ces arguments seraient excellents si les agents des postes n'étaient dépositaires d'un secret. Or les lettres leur ont été remises à raison de la confiance qu'ils inspiraient, de l'emploi qu'ils exerçaient. Ils trahiraient la foi du public, ils manqueraient à leur devoir en méconnaissant l'obligation de garder le silence sur les faits de service. L'article 378 est formel à ce sujet et la justice criminelle a d'ailleurs d'autres moyens d'investigation quand ce ne serait que le droit de perquisitionner dans un bureau de poste.

2. — *Violation des lettres par les particuliers.* — Comment faut-il punir le particulier coupable d'avoir surpris le secret d'une lettre ? Au point de vue criminel en l'absence d'un texte spécial, peut-on lui appliquer les articles 379 et suivants du Code pénal, qui répriment le vol ?

Nous ne le pensons pas. Dans le livre I (chap. II, § 1) de cette étude nous avons appliqué sans hésitation l'article 379 à la soustraction des lettres, mais il est impossible d'assimiler le vol d'une missive à l'interception du secret qu'elle contient. Le second acte en vérité est presque toujours la conséquence du premier, et puis voler la pensée comprise sous enveloppe n'est-ce pas s'approprier toute la valeur de l'écrit, et le législateur n'a-t-il pas réprimé le vol de la pensée d'autrui lorsqu'il a établi des règles contre le plagiat en matière de propriété littéraire ?

Notre réponse sera toujours la même, au criminel l'interprétation restrictive est de rigueur, or l'article 379 se borne à définir le vol : « la soustraction frauduleuse d'une chose », et malgré la meilleure volonté nous ne pouvons comprendre la violation du secret des lettres dans une pareille définition. Il suffit en dernière ressource d'appliquer le droit commun et de condamner le particulier à des dommages-intérêts envers la personne lésée comme il arrive lorsque le destinataire divulgue le secret dont il était dépositaire (1).

Pour conclure, nous appliquerons à tous les cas analogues l'article 1382 du Code civil suivant lequel « tout fait de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par le fait duquel il est arrivé à le réparer » non sans penser conformément à un arrêt de la Cour de Caen (2) « que les abus commis par le destinataire ne peuvent autoriser les juges à ordonner la destruction des lettres qui doivent rester aux mains du destinataire. »

La jurisprudence contraint également au respect du secret des lettres les concierges, gens de service, en un mot tous ceux qui à un titre quelconque interviennent dans la transmission de la correspondance et nous ne pouvons mieux faire que citer les motifs

1. Trib. civ. Seine, 3 fév. 1905, *Le Droit*, 14 juillet 1905.

2. Cour de Caen, 7 fév. 1898. *D.* 99.2.2.

d'une espèce assez récente (1) : « Commet dans l'exercice de ses fonctions une faute et se rend le cas échéant passible de dommages-intérêts le concierge qui ouvre et lit une lettre adressée à un ancien locataire de la maison, alors même qu'il y aurait sur l'enveloppe similitude de nom patronymique du moment que ce nom était précédé d'un prénom qui ne permettait aucune confusion. Vainement le concierge prétendrait-il que la lettre a été apportée à une heure où il ne faisait pas grand jour, rien n'étant plus facile que de se pourvoir d'une lampe pour se rendre compte de l'exacte personnalité du destinataire. »

1. Trib. civ. paix, Paris, 6 fév. 1902, *Le Droit*, 9 mars 1902.

CHAPITRE IV

Exceptions au principe du secret des lettres

1. — *Raison d'État.* — Il serait intéressant de se demander si la raison d'État suffirait à justifier la violation du secret d'une lettre confidentielle. En droit les théories que nous avons exposées réprouvent un tel acte et les membres de l'Assemblée Constituante donnèrent un bel exemple de désintéressement et d'équité politique lorsqu'ils refusèrent d'ouvrir une lettre adressée à Marie-Antoinette et trouvée par le peuple aux Tuileries. En fait les gouvernements ne se font aucun scrupule d'intercepter un message lorsqu'ils pensent y trouver les preuves d'un complot, d'une prétendue atteinte à l'ordre et à la sûreté de l'État. Lors d'un événement très récent l'un des gouvernements les plus libéraux de l'Europe, le gouvernement anglais a proclamé, en plein Parlement, que la correspondance privée devait être inviolable.

Le 6 mars dernier, le lieutenant-colonel Repington correspondant militaire du *Times*, écrivait à ce journal : « Il est venu à ma connaissance que S. M. l'Empereur d'Allemagne a adressé récemment une lettre à lord Twedmouth au sujet de la politique navale de l'Angleterre et de l'Allemagne, et on affirme que cette lettre équivalait à une tentative en vue d'influencer dans l'intérêt allemand le ministre responsable de notre budget naval. » Cet article fit grand bruit et après une polémique ardente entre les journaux des deux pays, le Parlement anglais pour rassurer l'opinion publique demanda des explications à son ministre de la Marine. Le premier lord de l'Amirauté reconnut à la tribune qu'il avait reçu à plusieurs reprises des lettres de l'Empereur Guillaume II, mais refusa de communiquer le message incriminé, sous prétexte que la correspondance échangée était privée, personnelle et rédigée en termes amicaux. De son côté lord Lansdowne, le leader conservateur, estima qu'une telle lettre avait un caractère exclusivement privé et ne pouvait être divulgué.

Le Gouvernement et les Chambres anglaises ont donc admis que l'intérêt de la nation elle-même ne légitimait pas une intrusion de l'autorité dans la correspondance privée, et si la lettre échangée en dehors de toute voie diplomatique entre un ministre responsable et le chef d'un État, tous deux personnages officiels, est inviolable, pourquoi n'en serait-il pas de

même de la lettre écrite par un simple particulier ?

2. — *Droit de perquisition du juge d'instruction et officiers de police judiciaire.* — Les articles 85, 87, 88 du Code d'instruction criminelle permettent au juge d'instruction : « de se transporter d'office dans le domicile du prévenu pour y faire la perquisition des papiers qui seront jugés utiles à la manifestation de la vérité », soit « de perquisitionner dans les autres lieux où il présumerait qu'on aurait caché les papiers. »

Nul doute que les termes employés par le législateur comprennent les lettres missives qui souvent sont du plus haut intérêt pour l'instruction criminelle. Une pareille atteinte à la liberté de l'individu, au respect de son domicile et de sa conscience doit être acceptée en faveur de la justice répressive chargée d'assurer la sécurité des personnes et des biens. « L'exercice des droits naturels de chaque homme n'a en effet de bornes que celles qui assurent aux membres de la société la jouissance de ces mêmes droits (1). » Des prérogatives ont été accordées aux lettres missives et cela dans l'intérêt de la collectivité ; or l'on ne saurait admettre qu'un criminel tournât contre la collectivité des avantages que l'on a consacrés au profit de celle-ci, sans quoi on verrait les coupables correspondre librement avec leurs com-

1. Déclaration des droits de l'homme. Assemblée Constituante, 14 sept. 1791.

plices, concerter leur plan et préparer leur fuite sous la protection bienfaisante de l'administration des postes.

Si la jurisprudence s'est depuis longtemps fixée en ce sens (1), nombreux auteurs (2) repoussent ce système et contestent particulièrement au juge d'instruction le droit de perquisitionner dans les bureaux de poste. Ils invoquent en premier lieu l'inviolabilité du secret des lettres auquel ils refusent de porter atteinte. Mais sans insister sur ce que nous avons déjà dit, nous ferons remarquer que l'article 87 du Code d'instruction criminelle accorde au juge d'instruction la faculté de saisir tous les papiers qu'il trouve au domicile du prévenu et à plus forte raison ceux qui sont entre les mains de ce dernier. Quel inconvénient et quel abus y a-t-il alors à s'emparer de ces missives au bureau de poste avant qu'elles parviennent au destinataire? Le domicile de l'individu n'est-il pas plus inviolable que le bureau de poste et pourtant le juge d'instruction y pénètre ; plus encore, il perquisitionne chez les tiers soupçonnés d'avoir entretenu des relations avec le prévenu. C'est le cas de dire qui peut le plus peut le moins.

1. Le dernier arrêt de la Cour de cassation est du 16 août 1862, S. 1863. 1. 221.

2. CARNOT. *Instruction criminelle*.

MANGIN. *De l'Instruction écrite*.

MUTEAU. *Études de Droit pénal*.

On s'en prend alors au texte même. Les lettres missives, dit-on, ne sont pas des « papiers » au sens de l'article 87. Il est bien certain au contraire que cette expression comprend les écrits, quels qu'ils soient, notes, manuscrits, dossiers, dessins comme aussi les lettres cachetées ; et pour qu'il n'y ait aucun doute à ce sujet la fin de l'article 87 résume la disposition en ces termes : « et généralement tous les effets qui sont jugés utiles à la manifestation de la vérité. » D'ailleurs le résultat d'une perquisition ne serait-il pas faussé si le juge devait respecter les enveloppes ouvertes ou scellées ? Le prévenu n'aurait qu'à mettre sous pli les papiers compromettants, et il se trouverait à l'abri de toute preuve.

L'article 88 est contesté à son tour. Soit, le juge d'instruction peut bien se transporter dans les lieux où le prévenu est présumé avoir « caché » les lettres comme l'exige cet article, mais non dans un bureau de poste, endroit ouvert au public. C'est encore une erreur car rien n'empêche le malfaiteur d'utiliser ce lieu public pour y cacher sa correspondance, il n'a qu'à l'adresser poste restante et la faire retirer par un complice.

En désespoir de cause Mangin a tenté d'appliquer l'article 187 du Code pénal au juge d'instruction en assimilant les fonctionnaires judiciaires aux fonctionnaires administratifs. Il nous suffira, pour écarter cette prétention, d'énoncer le titre du chapitre sous

lequel figure l'article 187 : Des abus des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, et de faire remarquer que les magistrats ne peuvent commettre de pareils abus puisqu'ils ne détiennent pas une parcelle du pouvoir exécutif et partant de l'autorité administrative. Muteau fait enfin état de l'article 378 du Code pénal qui impose aux employés des postes le secret professionnel, et leur défend par conséquent de déposer en justice. Il en déduit que l'intrusion du magistrat dans le bureau de poste fait échec à cette disposition ; mais nous ne voyons pas en quoi, puisque le juge peut procéder à la perquisition sans prendre l'interrogatoire des fonctionnaires. Nous n'admettons même pas l'opinion suivant laquelle le bureau est inviolable tout comme le cabinet des avocats. Évidemment les deux professions sont soumises au secret professionnel mais pour des raisons différentes. L'avocat détient en effet souvent des pièces très importantes pour la défense de ses clients, il est donc tout naturel de protéger ses dossiers, tandis que l'on n'a jamais cru nécessaire d'empêcher les perquisitions au domicile d'un médecin ou d'une sage-femme, personnes tenues cependant de respecter le secret professionnel comme les agents des postes eux-mêmes.

Certains auteurs (1) enfin distinguent suivant que

1. HEPP. *De la correspondance privée postale et télégraphique.*

la saisie a pour objet la recherche de la culpabilité ou la découverte du corps du délit. Dans le premier cas seulement le juge aurait le pouvoir de perquisitionner au bureau de poste.

Nous rejetons tous ces systèmes pour nous en tenir à la règle suivante : le juge d'instruction a un droit absolu d'investigation, sauf les exceptions fondées sur les intérêts de la défense et celles formulées expressément par la loi ; il peut examiner et saisir toutes les lettres susceptibles de renfermer la preuve du délit poursuivi. La prudence du magistrat saura éviter dans la mesure du possible une application excessive de ces principes afin de ne pas transformer son droit en un instrument de perquisition domestique et de contrôle politique. Les préposés des postes faciliteront le travail du juge auquel ils apportent une collaboration efficace (1) « en déférant à toute réquisition ou assignation d'un procureur de la République, à toute ordonnance d'un juge qui agit dans l'exercice de ses fonctions et réclame la saisie d'une lettre dans un intérêt d'ordre public, par application des articles 8, 36, 87 à 90 du Code d'instruction criminelle » et « en obéissant à toutes les réquisitions délivrées directement et en leur nom pour le même objet, par tous les autres officiers de police judiciaire agissant dans le cas de flagrant

1. Art. 699. Instr. gén. des postes

délit en vertu des articles 33, 44, et 50 du même Code (1). »

Le juge d'instruction peut-il déléguer à un tiers le soin d'examiner la correspondance du prévenu ? En principe la délégation des droits du magistrat instructeur est admise aux termes des articles 83, 84, 89 du Code d'instruction criminelle qui ne sont pas limitatifs. Le juge de paix par exemple est parfois commis pour recevoir la déposition des témoins habitant hors du canton qui forme le ressort du juge d'instruction (art. 83) et rien n'empêche ce dernier de déléguer ses pouvoirs à plusieurs confrères à la fois (art. 84). Le législateur prévoit d'ailleurs une situation analogue lorsque dans l'article 52 du Code d'instruction criminelle il accorda au procureur de la République la faculté de confier à un officier de police auxiliaire une partie des actes de sa compétence. Au cas de flagrant délit les représentants du ministère public font office de juges instructeurs et ont le pouvoir de commencer l'information judiciaire. Or si la loi admet la délégation au profit d'un procureur, à plus forte raison doit-il en être ainsi au profit des juges d'instruction et entre eux.

En pratique le droit de délégation sera très utile au juge puisque cela lui permettra de saisir au même moment des lettres parvenues à des bureaux de poste

1. Art. 90. Inst. gén. des postes.

différents sans permettre aux complices de substituer les correspondances suspectes.

Pour renforcer la surveillance des prévenus et les empêcher de communiquer avec le dehors, l'article 613 (§ 2) du Code d'instruction criminelle ajoute que « le juge d'instruction et le président des assises pourront donner respectivement tous les ordres qui devront être exécutés dans les maisons d'arrêt et qu'ils croiront nécessaires soit pour l'instruction, soit pour le jugement. » La magistrature conserve ainsi le contrôle permanent sur la correspondance des inculpés et les directeurs des prisons eux-mêmes maintiendront le bon ordre dans leur maison en examinant les lettres des prévenus, sauf celles que ces derniers ont l'habitude d'envoyer aux autorités judiciaires, administratives ou à leurs défenseurs. (circulaire du Ministère de l'Intérieur du 28 octobre 1875 et 12 nov. 1879) (1).

1. Décret du 11 novembre 1885 sur le régime des prisons de courte peine, article 50. — Sauf autorisation spéciale, cas exceptionnels et imprévus, les condamnés ne peuvent écrire qu'une fois par semaine : le dimanche. La correspondance à l'arrivée et au départ est lue et visée par le directeur ou le gardien-chef, à l'exception des lettres adressées aux autorités administratives, judiciaires et aux défenseurs. Une note de service du 6 mars 1886 étend ces dispositions aux maisons centrales et pénitenciers agricoles.

Idem pour les condamnés militaires. — Règlement ministériel du 23 juillet 1856. — Règlement d'administration du

Une polémique a longtemps divisé les auteurs pour savoir si le préfet de police à Paris et les préfets dans les départements pouvaient saisir les correspondances des prévenus dans les bureaux de poste. Pour nous ce point ne souffre aucune discussion. L'article 10 du Code d'instruction criminelle porte en effet : « que ces fonctionnaires pourront faire personnellement, ou requérir les officiers de police judiciaire chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions. »

Les préfets agissent en cette occasion comme officiers de police judiciaire et il ne se produit aucun conflit entre leurs attributions administratives et leurs attributions judiciaires. L'article 10 est formel, ils peuvent à l'exemple des procureurs (art. 52 Code Inst. crim.) instruire un délit et partant saisir les lettres adressées au délinquant.

Ce n'est pas l'avis de Faustin Hélie selon lequel :

20 juin 1863. — Décret du 3 avril 1873 sur les prisons maritimes.

Les condamnés aux travaux forcés sont soumis aux mêmes règles que ceux qui séjournent dans les établissements pénitenciers de la métropole. (Décrets disciplinaires 8 juin 1880 et 4 sept. 1891.)

Les rélégués peuvent adresser sous pli fermé leurs demandes ou réclamations aux autorités administratives ou judiciaires de la colonie ainsi qu'au ministre des Colonies et garde des sceaux. (Règlement Adm. publique, 26 novembre 1885.)

« Les préfets n'ont reçu de l'article 10 d'autres pouvoirs que ceux qui appartiennent aux officiers auxiliaires du procureur de la République, et hormis le cas de flagrant délit, ils doivent, lorsque dans l'exercice de leurs fonctions ils découvrent un crime se borner à en aviser le ministère public, (art. 29, 48, 49, 53, C. instr. crim.) » Mais l'article 10 donne aux préfets le droit d'agir « personnellement » et non pas seulement de dénoncer le méfait au ministère public. D'autre part, il n'y a aucun danger à donner un tel pouvoir aux préfets, car généralement les lettres saisies par eux sont immédiatement transmises au parquet qui prend aussitôt l'instruction de l'affaire à son compte, de sorte que l'action des fonctionnaires administratifs ne peut être que bienfaisante.

L'article 700 nouveau de l'Instruction générale des Postes reconnaît du reste « que le préfet de police à Paris et les préfets dans les départements agissant en vertu de l'article 10, ont le droit d'opérer personnellement ou de requérir les officiers de police judiciaire chacun en ce qui le concerne, d'opérer dans les bureaux des saisies de correspondance et de journaux. »

Reste une dernière difficulté. Le juge d'instruction peut-il saisir au bureau de poste toutes les lettres susceptibles de contenir les indices d'un crime, même les lettres adressées à des tiers et non émanées du prévenu ou seulement celles écrites ou reçues par

celui-ci ? Ces dernières peuvent incontestablement être saisies par le juge d'instruction. Trebutien (1) a cependant soutenu une théorie qui mérite d'être citée à titre de curiosité.

D'après lui, les lettres adressées au prévenu et non encore ouvertes ne pourront l'être qu'en présence de celui-ci ; celles écrites par le détenu alors qu'il était libre ne devront jamais être décachetées puisqu'on ne peut en connaître l'expéditeur sans en rompre le cachet ; quant à la correspondance échangée entre tiers, elle ne peut être violée même si elle paraît devoir contenir quelque indice ou preuve. Avec ce système où la fantaisie le dispute à l'exagération nous verrions le juge d'instruction être à la disposition de l'inculpé.

Il y a cependant une part de vérité dans cette idée que le pouvoir du juge d'instruction ne doit pas être omnipotent. Faustin Hélie a exposé avec clarté une solution très juste de ce problème : « Ce qui fait le droit de saisie, c'est le lien qui rattache les papiers au prévenu, c'est la présomption ou qu'il les avait encore entre les mains, ou qu'il les avait cachés. Étendre ce droit à des papiers qui sont encore la propriété des tiers et qui ne se rattachent pas immédiatement au délit ce serait le faire sortir de ses limites. »

A notre avis les articles 87 et 88 du Code d'Instruc-

1. TREBUTIEN, *Cours élémentaire de Droit criminel*.

tion criminelle sont destinés à faciliter l'information judiciaire en permettant au magistrat de saisir les pièces à conviction en quelque endroit qu'elles se trouvent. Or comment voir une pièce à conviction dans une lettre qu'aucun lien ne rattache extérieurement au prévenu qui l'ignore. Le juge d'instruction ne pourra donc intercepter une correspondance échangée entre tiers à moins qu'ils ne soient des complices, des individus impliqués de près ou de loin dans l'affaire. Nous reconnaissons tous les inconvénients d'une pareille théorie, car la plupart du temps les malfaiteurs dissimulent leur écriture et leur état civil et il serait important de pouvoir déjouer cette ruse. Mais il est impossible, sur ce point, de faire échec au principe du secret des lettres sous peine d'inquiéter, de léser des personnes parfaitement respectables, et les privilèges de la justice répressive ne peuvent aller jusque-là.

3. — *Lettres échangées entre le prévenu et son avocat.* — Il y a même une catégorie de missives appartenant au prévenu qui échappent au pouvoir du juge d'instruction. Ce sont les lettres que le détenu adresse à son avocat. Ainsi l'a décidé la Cour de cassation: « Le principe de la liberté de la défense s'oppose à ce que les lettres missives adressées à l'avocat par son client détenu soient saisies par le magistrat instructeur.

« Si ces lettres ont été écrites en cours d'exécution

d'une ordonnance portant interdiction de communiquer, le seul droit qui appartienne, en ce cas, au juge d'instruction est de les retenir jusqu'à la levée de son ordonnance, sans qu'il lui soit permis de les ouvrir, d'en prendre connaissance et d'en faire usage pour les besoins de la procédure.

« L'autorisation que lui donnerait l'accusé de les ouvrir et d'en prendre des copies pour les verser au dossier, n'aurait de valeur légale que si elle était constatée en termes explicites et exempts de toute ambiguïté, par un procès-verbal régulièrement dressé par le juge d'instruction, sous la triple garantie des signatures du juge, du greffier et de l'accusé lui-même (1). »

La Cour a poussé ces principes jusqu'à l'extrême et décidé que le secret d'une telle correspondance « est d'ordre public et peut être invoqué par tout accusé dans une même affaire lorsque la violation de ce principe lui a causé un préjudice, alors même que cet accusé serait étranger à la rédaction et à l'envoi de la lettre émanée d'un tiers (2).

4. — *Perquisition dans les Cabinets d'avocats, avoués, notaires.* — La saisie des lettres dans les cabinets d'avocats, avoués et notaires devant se concilier avec les règles exposées précédemment sur

1. Cassation criminelle, 31 déc. 1897, *Le Droit*, 15 janvier 1898.

2. Cassation criminelle, 15 février 1906, *D.* 1906. 1. 160.

le secret professionnel et les intérêts de la défense sera impossible chaque fois qu'elle aura pour effet de faire échec à ces deux principes. Ainsi le juge d'instruction peut examiner en toute liberté les missives trouvées chez un avocat qui est lui-même sous le coup d'une inculpation. Mais quand les poursuites sont dirigées contre un tiers, les lettres confiées aux défenseurs sont inviolables si elles se rapportent à leur profession. Les lettres et les papiers se confondent en effet avec les confidences que le prévenu a pu faire, ils constituent des éléments de sa défense.

En outre, l'article 378 soumet l'avocat comme l'avoué au secret professionnel et raisonnablement on ne peut exiger d'eux la révélation d'un secret qu'ils ne peuvent divulguer en qualité de témoins.

La loi du 22 frimaire an VII (art. 52 et 54) impose bien aux notaires la communication de leurs registres au profit des employés de l'enregistrement, et les articles 452-454 du Code d'instruction criminelle met à la disposition du magistrat instructeur les pièces arguées de faux, mais ces textes visent des cas absolument spéciaux. Faustin Hélie y voit à tort un argument en faveur de l'interception par le juge des lettres trouvées chez les notaires, lettres qui contiennent souvent des secrets de famille tels que testaments, transactions, placements de fonds, indications relatives aux procès, etc..

5. — *Violation du secret d'un télégramme.* — La

correspondance télégraphique qui suit en général les mêmes règles que la correspondance par lettres missives, fait l'objet d'une législation différente lorsqu'il s'agit de la violation de son secret. Au départ et à l'arrivée, le directeur du bureau télégraphique peut refuser une dépêche qui par son contenu porte atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs. La loi du 29 novembre 1850 (art. 3) stipule que mention de la cause du refus est faite sur la minute renvoyée au déposant. En cas de réclamation, le ministre de l'Intérieur à Paris et les préfets dans les départements statuent d'urgence après lecture de la dépêche. Une circulaire ministérielle du 2 janvier 1855 confie bien à l'autorité administrative le droit de réclamer communication d'une dépêche par réquisition écrite et spéciale, mais nous ne croyons pas qu'une circulaire puisse abroger une loi et d'ailleurs, en fût-il ainsi, le droit commun suffirait à protéger le secret de la correspondance télégraphique.

CHAPITRE V

Exceptions tenant à l'incapacité

1. — *Correspondance des mineurs.* — Aux termes de l'article 203 du Code civil, les époux contractent ensemble par le seul fait du mariage l'obligation d'élever leurs enfants. Ce devoir d'éducation comporte une surveillance active que seule l'affection d'un père ou d'une mère peut tempérer. Pour permettre aux parents de développer avec fruit une jeune intelligence, il faut leur donner le moyen de contrôler les premières pensées de l'enfant, d'éloigner de lui les influences malsaines et partant de surveiller sa correspondance. Il arrive un âge, il est vrai, lorsque l'enfant approche de la majorité, où une intrusion jalouse et tâtillonne dans sa vie intime risque de fausser la franchise de son caractère. Il appartient alors aux parents de procéder avec mesure, selon les aptitudes du mineur, et nous estimons inutile et dangereuse une interception systématique de ses lettres.

Vanier et Baudoin font une distinction très curieuse à ce sujet. Les parents, disent-ils, peuvent défendre à leurs enfants de correspondre avec telle personne déterminée mais ce droit ne va pas jusqu'à celui d'ouvrir et de détruire les lettres reçues par le mineur en fraude de leur consentement. A l'appui de cette thèse les auteurs invoquent le principe du secret des lettres et le droit des tiers qui se trouveraient lésés par l'immixtion pratiquée dans leurs confidences. Mais le principe du secret n'a que faire ici puisque justement l'incapacité naturelle dont souffre le mineur lui interdit d'avoir des secrets ; et puis quelle autorité aurait un père de famille, s'il lui fallait à chaque instant entrer en conflit avec son enfant au sujet d'une lettre qu'il réprouverait mais qu'il serait obligé de remettre intacte au jeune destinataire, autant nier la puissance paternelle et tous les droits qui en dérivent.

On a décidé (1) avec justesse que « le tuteur devant prendre soin de la personne du mineur, a le droit corrélatif de le diriger et de le surveiller ; en conséquence il peut interdire qu'il s'établisse aucune communication entre le mineur et certaines personnes, s'il estime que ces communications peuvent présenter des inconvénients. Le tiers qui conformé-

1. Trib. Paix, Paris, 24 janv. 1902. *Le Droit*, 11 avril 1902.

ment aux instructions à lui données par le tuteur, détruit une lettre adressée au mineur n'accomplit aucune faute de nature à porter préjudice à l'expéditeur. »

La Cour de Rouen (1) a jugé de son côté « qu'un père a indiscutablement le droit de prendre connaissance des lettres qui sont adressées à son enfant, lui fussent-elles parvenues personnellement et sans recommandation. » Les tiers de leur côté sont mal venus de se plaindre ; ils connaissaient l'incapacité de leur destinataire et l'autorité dont il dépendait, ils doivent donc supporter les inconvénients de leur imprudence.

A la rigueur, nous pouvons faire une concession et décider que le père sera tenu de conserver les lettres, après les avoir lues, pour les remettre à l'enfant, le jour de sa majorité ; l'incapacité de celui-ci ne lui enlevant pas le droit de propriété qu'il conserve sur la lettre en qualité de destinataire. Cette remise ne peut plus nuire à l'ex-incapable puisqu'il a atteint l'âge adulte.

Vanier estime que le mineur lésé dans ses intérêts moraux par la suppression de sa correspondance pourrait avoir recours aux tribunaux pour se faire accorder le droit de correspondre librement. Nous avouons ne pas voir la lésion ; est-ce peut-être que

1. Cour de Rouen, 7 mai 1904, *D.* 1906. 2. 63. — *Sic*, Trib. civ. Périgueux, 26 fév. 1903, *Le Droit*, 14 mars 1903.

le mineur se trouve gêné dans ses fréquentations ? Mais que fait-on alors de la puissance paternelle ? Qui dit puissance paternelle dit contrainte, et n'est-ce pas plutôt au père de se trouver lésé dans le fait qu'un étranger cherche à corrompre son enfant, n'est-ce pas plutôt lui qui peut réclamer en guise de sanction le droit de faire cesser des relations nuisibles à l'adolescent ? Le législateur a déterminé avec soin les cas dans lesquels la puissance paternelle se trouve diminuée (1), il ne se serait pas donné cette peine si le mineur avait eu une action de droit commun contre la sévérité de ses parents.

La mère a des droits identiques sur la correspondance de son enfant mineur quand le père est absent, interdit ou décédé (art 390, C. civ.) Nous avons reconnu précédemment au tuteur lui-même le pouvoir surveiller les lettres du pupille, avec cette correction que le conseil de famille devra intervenir au cas d'abus et provoquer l'émancipation du mineur si elle est possible. Même solution lorsque la tutelle est exercée par les tuteurs de l'Assistance publique (art. 11 de la loi de 1849) ou des établissements de bienfaisance (art 17, *id.*). Inutile d'ajouter que le mineur

1. Art. 34, C. pén., Dégradation civique. — Interdiction légale. — Art. 335, C. pén., attentat aux mœurs. — Loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés.

émancipé recouvre la capacité de correspondre à son gré.

Il faut se demander en dernier lieu si les pères et tuteurs peuvent faire défense aux facteurs de présenter les lettres adressées à l'incapable? De tous temps l'administration des postes a repoussé cette immixtion dans l'organisation de son service et l'on ne peut que l'en féliciter. L'article 898 de l'Instruction générale des Postes porte en effet que : « Les directeurs ne doivent prêter aucun égard aux oppositions qui pourraient être faites entre leurs mains par des particuliers à la remise des lettres. » Il s'est trouvé cependant des auteurs (Vanier) pour soutenir l'opinion contraire en invoquant les droits de la puissance paternelle et en déniant à l'administration des postes son caractère de service public. L'autorité du père, disent-ils, est reconnue par la loi et se traduit par des actes parfaitement légitimes ; sans doute, mais cette autorité se limite au cercle de la famille, elle ne porte que sur la personne de l'enfant, elle ne peut atteindre les tiers et à plus forte raison un service public auquel les règlements les plus sévères imposent la distribution la plus stricte des lettres missives (1).

1. Art. 608, Instr. gén. des Postes; « Les lettres portant indication de domicile doivent être distribuées au domicile entre les mains de la personne qui déclare en être le destinataire ou celle qui est chargée de recevoir les lettres du porteur. »

En second lieu, pour contester le caractère de service public à l'administration des postes, Vanier fait observer qu'elle échappe à la compétence des tribunaux administratifs et reste soumise à la juridiction de droit commun. Il conclut de là que l'agent postal n'étant qu'un mandataire privé, semblable à un commissionnaire quelconque, le père peut lui faire défense de remettre une lettre à son enfant. Nous ne pensons pas que la question de compétence puisse influencer en quoi que ce soit sur le caractère d'une administration qui est organisée par des lois, figure au budget et fait partie des grands services de l'État. Mais, en fût-il autrement, le père ne peut défendre à un individu de remettre une lettre à l'incapable, il devra se borner à intercepter le message, car nous l'avons vu, la puissance paternelle n'a aucun effet à l'égard des tiers.

2. — *Correspondance des interdits.* — L'interdit étant assimilé au mineur pour tout ce qui concerne sa personne et ses biens (art. 509 C. civ), sa correspondance appartient en principe aux personnes chargées de veiller sur lui. Les lettres qu'il écrit seront ouvertes car elles peuvent fournir une indication précieuse sur son état pathologique et il est inutile de laisser deviner aux tiers sa faiblesse d'esprit. Quant aux lettres qu'il reçoit, la surveillance doit être moins sévère. En effet si l'incapacité de l'interdit exige une protection semblable à celle du mineur

elle ne procède pas des mêmes causes. A la différence de ce dernier, la vie morale du dément relève plutôt du médecin que du conseil, et les mesures prises contre lui doivent tendre toutes à l'amélioration de son état mental. Le médecin aura donc pleins pouvoirs pour ordonner la remise à l'aliéné de telles missives qu'il estimera propres à influencer favorablement sur l'esprit du malade.

La propriété des lettres demeure en tous cas à l'interdit et elles doivent lui être remises au jour où le jugement en mainlevée d'interdiction devient définitif. Elles lui appartiennent comme biens mobiliers en sa qualité de destinataire, et il a intérêt à les conserver pour dissimuler une époque fâcheuse de sa vie.

3. — *Droits des directeurs des maisons d'aliénés.*
— Aux termes de la loi de 1838 le traitement des aliénés est confié au médecin directeur de l'asile où ils se trouvent internés. L'activité intellectuelle du malade se traduit souvent par l'échange d'une correspondance nombreuse et il importe d'accorder au directeur un pouvoir de contrôle sur cette correspondance. Les observations qu'il en tirera pourront hâter la guérison du patient sans lui nuire, car le médecin reste soumis au secret professionnel (art. 378, C. pén.) et les révélations qu'il serait tenté de faire donneraient lieu à un paiement de dommages-intérêts au profit de l'interdit ou de sa famille (art. 1382, C. civ.).

Mais les lettres ainsi interceptées devront être déposées entre les mains du tuteur de l'incapable ; elles font en effet partie du patrimoine de l'interdit et sont en cette qualité conservées par l'administrateur de ses biens. Inutile d'ajouter que les missives écrites par le dément durant sa folie n'auront jamais été envoyées à leurs destinataires. Il n'y a pas dans ce fait atteinte aux droits des tiers car le dérangement cérébral de l'expéditeur ayant supprimé sa volonté, il n'a pu logiquement envoyer une lettre qui la plupart du temps lui sera dommageable en raison de l'incohérence du contenu.

4. — *Correspondance des femmes mariées.* — Suivant une opinion très répandue, les maris auraient un droit de contrôle absolu sur la correspondance de leurs femmes. « Le mari étant le chef de la communauté conjugale est investi, aux termes des articles 212 et 213 du Code civil, d'une autorité supérieure qui le constitue gardien de l'honneur et de la dignité de son foyer et lui donne le droit d'ouvrir et de lire les lettres adressées à sa femme. » (1)

Le mariage étant une association qui a pour chef le mari, la femme doit obéissance (art. 213) et les époux sont respectivement tenus de rester fidèles à leur union (art. 212). Ce sont là des vérités couran-

1. Trib. civ. Sainte-Menehould, 22 mars 1905, *D.* 1907.
2. 113.

tes, mais qui, à notre avis, n'influent en rien sur le caractère des lettres écrites par les conjoints. Nous l'avons vu, une missive confidentielle est la propriété commune de l'auteur et du destinataire qui ne peut la divulguer. A ce principe, base de tout notre système il n'est dérogé qu'en vertu de l'intérêt social, ou d'une incapacité tenant à l'âge ou à la faiblesse humaine. Or l'infériorité de l'épouse dans l'union conjugale ne procède pas d'une incapacité véritable puisque la femme conserve hors mariage la plénitude de ses droits, et la puissance maritale résulte plutôt de ce fait que dans toute association il faut un chef et que ce titre échoit naturellement à l'homme. L'autorité du mari sert à maintenir l'ordre, l'union dans le mariage mais non à contrôler la pensée de l'épouse. D'ailleurs comment refuser à la femme de penser librement lorsqu'elle est maîtresse de sa vie morale, lorsqu'en maintes circonstances son unique consolation est le refuge qu'elle trouve dans l'épanchement d'une correspondance intime? Si le mari veut régner en maître sur l'esprit de sa compagne, s'il veut l'empêcher d'avoir une correspondance dangereuse, qu'il fasse appel à son affection, à sa psychologie, l'épouse confiante n'aura pas de secrets et aucun conflit ne sera possible.

La loi cependant est impuissante à établir un contrôle sur les sentiments propres à un individu majeur et sain d'esprit, quand bien même il s'agirait

d'une femme mariée. Quant au devoir de fidélité il est réciproque et si l'on donne au mari le droit de surveiller la correspondance de sa femme, il faudrait accorder le même pouvoir à celle-ci, ce que personne ne veut admettre. Du reste nous ne croyons pas que la violation du secret d'une lettre féminine ait jamais empêché un mari d'être trompé.

On a combattu ce système en disant que rien ne s'oppose au droit du mari sur la correspondance de sa femme puisqu'il peut la produire en justice dans les instances de divorce et s'en servir comme preuve de l'adultère (art. 338, C. pén.). Il nous suffira de faire remarquer que c'est là seulement une exception au secret des lettres échangées entre tiers, lettres que l'on ne peut invoquer habituellement devant les tribunaux sans l'autorisation des deux correspondants. Mais cette dérogation toute spéciale ne peut constituer un privilège en faveur du mari, d'autant plus que la jurisprudence, nous le verrons, reconnaît la même faculté à la femme (1).

Au contraire, l'immixtion répétée du mari dans la correspondance de sa femme contribue pour une large part à la rupture des relations conjugales et

1. Cour de cassation, 5 août 1902, *D.* 1902. 1.492 : « En ce qui concerne les lettres produites par la femme, il est permis d'en faire état, à moins que leur possession ne soit le résultat d'un artifice coupable, d'une fraude ou d'un abus caractérisé. »

peut être taxée à notre avis d'injure grave donnant lieu au divorce ou à la séparation de corps (art. 231, 306, C. civ.).

La majorité de la jurisprudence est contraire à notre système, nous n'en persistons pas moins à penser qu'il doit être appliqué avec toutes ses conséquences (1). Ainsi le mari ne pourra jamais user de ruse ou de violence pour obliger la femme à lui remettre les lettres qu'elle reçoit, il ne pourra même pas saisir les lettres qu'elle a rangées dans une armoire ou égarées sur un meuble. Enfin conformément aux principes exposés plus haut (§ 1) il est sans droit pour empêcher l'administration de présenter les plis adressés à la femme ou encore exiger des agents un renseignement au sujet des lettres envoyées poste restante. Pourtant le fait par le mari « de se faire remettre par l'employé de la poste une lettre adressée à un tiers ne constitue pas un vol ; et, lorsque cette remise a été faite sans charge de mandat ou de dépôt, il n'y a pas non plus abus de confiance ; et, si aucune manœuvre frauduleuse n'a été employée, il n'y a pas davantage escroquerie (2). »

1. Trib. civ. Sainte-Menehould, 22 mars 1905, *D.* 1907, 2. 113. « Quand la femme, demanderesse ou défenderesse en divorce ou en séparation de corps, est autorisée par ordonnance du président du tribunal à résider autre part qu'au domicile de son mari : elle peut recevoir, sans que son mari soit en droit d'intervenir, toutes lettres et correspondances. »

2. Trib. corr. Tunis, 12 mars 1904, *Gaz. Trib.*, 14 mai 1904.

Si malgré des avertissements réitérés, la femme refuse de cesser une correspondance suspecte, le mari, à son tour, pourra considérer ce fait comme une injure grave et demander le divorce ou la séparation de corps.

5. — *Correspondance du mari.* — La femme de son côté n'a aucun droit sur la correspondance de son mari. La doctrine et la jurisprudence sont unanimes pour reconnaître que l'homme a besoin de conserver le pouvoir le plus absolu sur des papiers qui traitent parfois d'intérêts considérables, et les principes généraux du droit ainsi que la raison s'opposent à un contrôle quelconque du mari par la femme. Cette dernière ne peut même pas examiner les lettres de son conjoint lors de l'inventaire des effets mobiliers de la communauté qu'elle fait dresser au cours de l'instance en divorce (art. 242, C. civ.). Cet inventaire en effet est uniquement destiné à protéger les biens de la femme, récompenses, recouvrements, reprises, et ne doit comprendre que les documents nécessaires à cette liquidation. Le tribunal aura la faculté de déléguer un juge de paix qui examinera les pièces intéressantes.

6. — *Correspondance des faillis.* — Nous avons vu (Livre I, chap. II, § 4) que les créanciers ne peuvent saisir à la poste les lettres de leurs débiteurs, même celles qui sont présumées contenir des valeurs. Cette incapacité s'étend également aux lettres trouvées au

domicile du débiteur. Or le Code de commerce fait une exception au détriment du failli : « Les lettres adressées au failli seront remises aux syndics qui les ouvriront, il pourra, s'il est présent, assister à l'ouverture » (art. 471, *in fine*). La présence du débiteur à l'endroit où s'ouvre la faillite suffit, la loi n'entend pas exiger une présence effective chaque fois que le courrier parvient au domicile du syndic.

Quel intérêt assez puissant peut-on invoquer pour apporter une exception aussi exorbitante à toutes les règles qui régissent la correspondance privée, car enfin le failli n'est pas un incapable ou un délinquant, son intérêt ni même celui de la société ne sont en jeu ? Cela s'explique simplement par le caractère original et unique que les lois commerciales ont attribué au mécanisme du désaisissement. Par le fait de la faillite, il y a pour ainsi dire substitution du syndic à la personne du failli, coexistence anormale de deux droits sur un même patrimoine. Le commerçant conserve sa fortune, mais à partir du jugement déclaratif de faillite (art. 443, C. com.) il se trouve dessaisi de l'administration de tous ses biens au profit du syndic, mandataire chargé de continuer la gestion de l'affaire commerciale.

Pour mener à bien les intérêts qui lui sont confiés, le syndic a besoin de s'initier au secret des transactions en cours, et rien ne lui sera plus utile à cet effet que la correspondance du commerçant. En somme

la correspondance du failli perd ici son caractère confidentiel et personnel, elle passe au syndic, en qualité d'accessoire du fonds, un peu comme dans la vente d'un fonds les lettres commerciales du vendeur se transmettent à l'acheteur. Les missives intimes du failli doivent dès lors être considérées comme étrangères à l'article 471 du Code de commerce et soustraites au contrôle du syndic conformément à l'article 1166 du Code civil aux termes duquel les créanciers n'ont pas l'exercice des droits exclusivement attachés à la personne de leur débiteur. Le failli peut d'autre part assister à l'ouverture du courrier (art. 471, C. com.) et rien ne l'empêche de renoncer à ce droit, mais si le syndic refuse de procéder à l'ouverture des lettres en sa présence, il aura un recours en justice. Le syndic de son côté abuse de ses fonctions lorsqu'il utilise pour son compte ou pour celui des tiers les renseignements puisés dans la correspondance saisie (art. 378, C. pén.) ; il doit conserver les lettres car elles appartiennent au destinataire et lui reviennent de droit à la clôture de la faillite.

Le législateur ayant omis d'indiquer les formalités nécessaires à l'application de l'article 471 du Code de commerce, l'Instruction générale des Postes a comblé cette lacune. Tout d'abord la remise de la correspondance au syndic se fait même lorsque le failli ou l'un de ses ayants cause a formé opposition, appel ou recours en cassation contre le jugement déclara-

tif de faillite. L'administration des postes est prévenue du changement d'adresse par une signification de ce jugement ou de celui qui nomme les syndics, soit par la production d'un certificat dans lequel le greffier du tribunal de commerce constate ces deux faits. Si la nomination du syndic a été publiée dans un journal, la communication de cette annonce suffit.

Les droits du syndic sur les lettres du failli cessent par la présentation aux postes de l'extrait du jugement qui annule la déclaration de faillite, homologue un concordat ou dissout la réunion des créanciers, soit encore par une déclaration du greffier certifiant l'existence d'un tel jugement. Lorsque la faillite a été clôturée pour insuffisance d'actif, le syndic ne cesse de représenter les intérêts des créanciers, car le dessaisissement du failli continuant, seuls les créanciers reprennent leurs actions individuelles (art. 527, C. com.). En droit, il faudrait même dans cette dernière hypothèse obliger le syndic à dépouiller le courrier du débiteur, mais en fait il serait injuste d'enlever au commerçant les moyens utiles au rétablissement de ses affaires ; aussi décide-t-on ordinairement que l'article 471 du Code de commerce n'est plus applicable au cas de clôture pour insuffisance d'actif.

Ces règles s'appliquent-elles à la liquidation judiciaire ? L'affirmative ne paraît pas douteuse en présence de la loi du 4 mars 1899 (art. 24) : « Toutes les

dispositions du Code de commerce qui ne sont pas modifiées par la présente loi continuent à recevoir leur application en cas de liquidation judiciaire comme en cas de faillite. » Au contraire, si on analyse l'esprit dans lequel cette loi a été conçue on voit que le législateur a eu soin de diviser les actes du liquidé en trois catégories. Dans la première il a placé les actes que le débiteur ne peut jamais faire, dans la seconde ceux pour lesquels le concours du liquidateur est indispensable, dans la troisième enfin, ceux qu'il peut accomplir conformément au droit commun. La situation privilégiée du liquidé tient à la croyance que l'on a dans un relèvement prochain de sa fortune et on s'efforce d'encourager son activité commerciale. Il serait incorrect d'employer le terme de « dessaisissement » à propos du liquidé, car s'il est incapable d'aliéner ou de contracter il peut, avec l'assistance du liquidateur, transiger, renoncer, se désister et même recevoir des paiements, en un mot il demeure à la tête de son affaire, comptabilité et magasin sous la surveillance incessante du liquidateur. Dès lors il serait injuste de lui enlever la libre disposition de la correspondance qui lui permet de conserver et d'étendre sa clientèle.

Les lettres qui parviennent au siège social d'une société en faillite ou en liquidation judiciaire, seront distribuées suivant les mêmes règles aux syndics et liquidateurs des associés, avec cette différence qu'au

cas de société en nom collectif « la déclaration au greffe contenant le nom et l'adresse de chaque associé (art. 438, C. com.) », le syndic saisira les missives non seulement au siège central mais encore au domicile de chaque sociétaire. Certaines formalités supplémentaires sont pourtant exigées en matière de sociétés ; ainsi pour que la remise des lettres se fasse au liquidateur il faut une approbation signée de tous les associés avec la légalisation de leur signature, et un extrait certifié conforme de la dissolution de la société. L'opposition d'un seul associé suffit à faire renvoyer la correspondance à la poste où elle tombe au rebut. Si la société est dissoute sans nomination de liquidateur, les lettres retournent également au rebut.

CHAPITRE VI

Lettres diffamatoires et calomnieuses

1. — *Lettres anonymes.* — Il manque aux lettres anonymes pour être confidentielles un élément principal: la signature. En dissimulant son nom, l'expéditeur indique suffisamment qu'il n'entend pas se fier à l'amitié de son correspondant et la plupart du temps il n'a qu'un seul désir, c'est de provoquer une large publicité autour de la calomnie ou de l'injure que contient sa missive. Ainsi suivant un jugement du tribunal civil de Lyon (1) « le principe d'après lequel le destinataire de lettres confidentielles ne peut disposer de ces lettres sans l'autorisation de celui qui les a écrites est inapplicable aux lettres anonymes, car de pareilles lettres dont l'auteur est inconnue peuvent avoir le caractère de lettres confidentielles. Dès lors une lettre anonyme est la pro-

1. Trib. civ. Lyon, 29 octobre 1901, *La Loi*, 12 décembre 1901. — *Sic.* — Trib. simp. pol. Paris, 6 juillet 1904, *La Loi*, 9 juillet 1904.

priété exclusive du destinataire qui en fait l'usage qui lui plaît, notamment en la remettant à des tiers, en les autorisant à s'en prévaloir tout comme il pourrait le faire lui-même. Cette autorisation n'a pas besoin d'être formelle, elle résulte des diverses circonstances laissées à l'appréciation des tribunaux. Mais lorsque le destinataire, seul propriétaire de la lettre anonyme, s'oppose à sa production en justice, c'est au tiers détenteur de l'écrit à démontrer, à défaut d'autorisation formelle que sa possession n'est le résultat ni d'une soustraction ni d'un abus de confiance et que les conditions dans lesquelles elle se présente ne permettent pas de conserver le moindre doute sur la réalité du consentement du destinataire. »

Au fond, il est inexact de considérer la divulgation des lettres anonymes comme une exception au secret de la correspondance. De pareils écrits entrant dans la catégorie des missives non confidentielles sont susceptibles de publicité et de production en justice, elles « peuvent constituer un réel dommage pour la personne qui en est l'objet et autoriser celle-ci à poursuivre la réparation du préjudice causé (1) . »

2. — *Lettres injurieuses.* — « S'il est de principe que le contenu d'une lettre missive ne peut être divulgué par celui auquel elle est adressée, il n'en est

1. Trib. civ. Seine, 16 novembre 1897, *Gaz. Trib.*, 17 nov. 1897.

pas ainsi des lettres injurieuses ; celui qui reçoit une pareille lettre, portât-elle la mention qu'elle est confidentielle, peut demander la réparation des injures qui y sont contenues (art. 1382, C. civ.) » (1), encore « qu'il n'ait éprouvé aucun préjudice matériel à raison du défaut de publicité (2) . » Ce système ne réunit cependant pas l'unanimité des suffrages et l'on a invoqué le principe du secret des lettres pour soutenir que « le destinataire n'est pas autorisé à produire en justice une lettre qui lui a été adressée même lorsqu'elle constitue à son égard un délit d'injures ou d'outrages, dont il poursuit la réparation, s'il doit en résulter la violation du secret de la lettre (3) . »

En somme le point essentiel dans toute cette discussion est de savoir si une lettre injurieuse peut ou non être produite en justice. Ainsi posée, la question doit se résoudre par l'affirmative. Nous ne croyons pas qu'un individu puisse impunément diffamer et calomnier, sous prétexte que la missive étant confidentielle les juges ne doivent pas en connaître le contenu. L'intérêt de la répression délictuelle est ici supérieur au respect dû à la correspondance, et d'ailleurs cette controverse se trouve déplacée car la lettre injurieuse n'est pas confidentielle

1. Cour de Limoges, 12 fév. 1894, *S.* 95. 2. 17.

2. Trib. paix Lille, 25 oct. 1897, *Gaz. Pal.*, 98. 1. 579.

3. Trib. civ. Tulle, 15 juillet 1893, *Pand.*, 94. 2. 209.

et partant ne contient aucun secret. Quelle est, en effet, la définition de la confidence écrite? L'échange d'une pensée intime provoquée par l'amitié. Or l'injure témoigne précisément de la haine, sentiment contraire à toute intimité.

Nous maintenons donc ce système avec toutes ses conséquences et décidons que « si la lettre est injurieuse à la fois pour le destinataire et pour un tiers auquel le destinataire l'a communiquée, ce tiers peut en faire la base d'une action en dommages-intérêts contre l'auteur de la lettre, sans que celui-ci puisse opposer le principe du secret des lettres pour demander que le document en question soit rejeté du débat (1). » A plus forte raison, doit-il en être ainsi lorsque la lettre contient des injures à l'égard de l'entourage du destinataire, de ses parents, de ses amis, et même de ses serviteurs (2). Si pourtant les lettres contiennent des mots blessants à l'égard d'une tierce personne seulement, il y a lieu de distinguer suivant qu'elles sont confidentielles ou non. Dans le dernier cas (3) le tiers visé peut obtenir com-

1. Trib. civ. Bourges, 30 octobre 1899, *S.*, 1900.2. 38.

2. Trib. paix, Darnetal, 21 mars 1905, *Le Greffier*, 1905. 296.

3. Trib. civ. Corbeil, 9 déc. 1896, *Gaz. Pal.*, 97, supp. 13.
— « Ne saurait être réputée confidentielle une lettre misive qui contient des imputations portant atteinte à l'honneur et à la considération d'un tiers, lorsque dans la pensée de l'auteur, cette lettre ne devait pas être connue seulement

munication des missives et les produire en justice ;
« alors surtout que leur remise a eu lieu spontanément et qu'elles sont entrées en sa possession par des moyens licites (1). »

Au contraire si la lettre contenant des imputations grossières à l'égard des tiers est confidentielle, l'injure elle-même devient confidence et ne peut être divulguée sans l'autorisation de l'auteur lorsque c'est le destinataire qui veut la produire, et sans le consentement des deux correspondants lorsque c'est le tiers qui l'invoque. En ce cas, l'expéditeur s'est fié à la discrétion de son correspondant, il a pensé que les expressions de sa lettre demeureraient secrètes et le tiers injurié ne peut sans son consentement se prévaloir en justice de la missive incriminée (2) surtout « lorsqu'elle est sortie des mains du destinataire à l'insu et contre le consentement de l'auteur (3). »

Quelles sont maintenant les peines qu'il convient d'appliquer aux personnes coupables d'injures par

du destinataire, mais devait être par lui communiquée à des personnes en relation avec le tiers et ce dans le but de porter préjudice à ce dernier. »

1. Trib. civ. Fontainebleau, 10 juillet 1901, *Fr. Jud.*, 1901. 2.421.

2. Trib. com. Nantes, 22 juin 1898, *Rec. Nantes*, 99. 1. 144.

3. Trib. simp. pol. Paris, 7 avril 1904. *Le Droit*, 18 juin 1904.

lettres missives ? La Cour de cassation dit à ce sujet : « L'injure contenue dans une lettre missive adressée à un particulier et n'ayant reçu aucune publicité, constitue la contravention réprimée par l'article 33, § 3, de la loi du 29 juillet 1881, lequel visant l'injure adressée à un particulier et non publique, la classe parmi les contraventions de police, et ne se réfère à l'article 471 du Code pénal, que pour la pénalité (C. pén. 471, n. 11 ; L. 29 juill. 1881, art. 33, § 3, et 43) (1). »

Ainsi de pareils écrits ne peuvent donner naissance à un délit pour l'existence duquel la loi pénale exige la publicité, tels que la diffamation, l'injure publique ou l'outrage aux bonnes mœurs. L'injure circule en effet dans la lettre close et peut être considérée seulement comme une injure privée, une contravention de la compétence des tribunaux de simple police. Il convient d'accorder la même qualification à « la diffamation contenue dans un écrit porté directement au domicile de la partie lésée et remis à celle-ci sans avoir été exposé aux regards du public (2). »

« Mais l'article 33 § 2 de la loi du 29 juillet 1881 ne déclare punissable le délit d'injures envers les parti-

1. Cour de cassation criminelle, 21 juillet 1894, *S.* 94. 1. 472. — Trib. simp. pol. Toulouse, 23 fév. 1907. *Gaz. Trib. Midi*, 24 mars 1907.

2. Trib. paix Mondoubleau, 13 mars 1893, *D.* 95. 1. 56.

culiers (auquel est assimilable la diffamation par écrit non rendu public) que lorsque l'injure a eu lieu sans provocation. Il y a provocation quand l'auteur d'une lettre a été lui-même injurié dans d'autres lettres écrites antérieurement à la sienne, qui n'a été qu'une réponse aux imputations diffamatoires ou injurieuses dont il avait été précisément l'objet (1). »

Pour que l'injure publique ou la diffamation puissent résulter d'une lettre missive, il faut que celle-ci ait reçu la publicité, élément constitutif de ce délit. Cela arrive parfois, soit que l'auteur avant d'envoyer la lettre d'injure l'ait montrée ou fait signer à plusieurs personnes (2), soit qu'il en ait envoyé une copie à plusieurs destinataires (3). Dans toutes ces hypothèses, l'injure se trouve sanctionnée comme injure publique aux termes de l'article 33 (§ 2) de la loi du 29 juillet 1881.

En matière d'outrages aux bonnes mœurs, le législateur a quelque peu dérogé à ces principes. La loi du 16 mars 1898 (art. 1, § 4) stipule en effet « que la distribution à domicile des écrits obscènes, leur remise

1. Trib. simp. pol., Paris, 7 nov. 1904, *Gaz. Pal.*, 1904. 2.641.

2. *Contra*. — Trib. civ. Tarbes, 23 déc. 1901, *Le Droit*, 17 janv. 1902.

3. Trib. corr. Avallon, 20 fév. 1900, *La Loi*, 26 avril 1900.

Contra. — Cour d'Amiens, 8 juillet 1903. *Rec. Amiens*, 1903. 191.

sous bande ou sous enveloppe non fermée à la poste ou à tout agent de distribution ou de transport sera punie d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de cent à cinq mille francs. » Ainsi la distribution à domicile sous enveloppe close d'un écrit contraire aux mœurs, qui devrait être considérée comme un outrage privé est punie aussi sévèrement qu'un outrage public. La Cour de cassation a même été plus loin, en disant : « Celui qui a expédié par la poste des plis scellés contenant des chansons et des écrits obscènes, lesquels ont été remis au domicile des destinataires, est coupable du délit d'outrages aux bonnes mœurs, prévu par la loi du 16 mars 1898 (1). »

Nous n'approuvons pas cet arrêt ; les lois pénales doivent s'interpréter strictement. Or le législateur prévoit uniquement la distribution à domicile des écrits obscènes, quand il s'agit de remise pure et simple à la poste il ne cite que les écrits obscènes sous bande ou sous enveloppes non fermées. Il faut donc décider que la remise à la poste d'enveloppes closes, contenant des outrages aux bonnes mœurs, ne tombe pas sous le coup de la loi de 1898 et reste soumise au droit commun. Mais objectera-t-on, quelle différence y a-t-il au point de vue de l'intention coupable entre la remise à la poste et la remise à domi-

1. Cour de cassation criminelle, 10 mars 1900, *D.* 1902. 1. 174.

cile. Nous répondrons simplement que la loi de 1898 est une loi exceptionnelle et de circonstance, une loi destinée à réprimer les abus croissants de la licence, une disposition devant demeurer strictement limitative.

3. — *Cartes postales et télégrammes injurieux.* — La carte postale injurieuse semble échapper par sa nature même aux règles exposées dans le précédent paragraphe. Elle se rapproche plutôt du délit d'injure publique, car elle est soumise à l'indiscrétion des intermédiaires qui la manipulent depuis les domestiques et concierges, jusqu'aux agents des postes. Tant qu'elle demeure entre les mains de ceux-ci, le principe de l'inviolabilité des cartes (1) lui assure le caractère d'injure privée (2). Mais dès la remise aux préposés du destinataire, elle passe sous les yeux d'une foule de curieux et son texte devrait donner lieu à l'application des peines qui répriment l'injure publique.

Avant la loi du 11 juin 1887, on jugeait que la carte postale injurieuse ne constituait (3) qu'une simple contravention, que l'intention présumée de son auteur n'était pas d'outrager publiquement le destinataire, puisque l'inviolabilité de la carte postale avait été reconnue par la loi. Ce système dé-

1. Circulaire du 15 février 1873. — Loi du 29 nov. 1850.

2. Article 33, § 3. Loi du 29 juillet 1881.

3. Cour de cassation, 4 mai 1883. *D.*1.482.

fendable en droit ne répondait pas aux besoins de la pratique. Il permettait aux particuliers de se livrer à la vengeance et au chantage le plus facile en risquant une simple contravention. La victime, il est vrai, avait toujours la ressource de renverser la présomption et de prouver que l'injure contenue dans la carte postale avait été publiquement connue ; mais la preuve de la publicité étant très difficile, ce moyen devenait impraticable. Le besoin d'une réforme législative se faisait sentir et elle aboutit le 11 juin 1887 : « Quiconque aura expédié par l'administration des postes et télégraphes, une correspondance à découvert, contenant une diffamation soit envers les particuliers, soit envers les corps ou les personnes désignées par les articles 26, 30, 31, 36 et 37 de la loi du 29 juillet 1881, sera puni d'un emprisonnement de cinq jours à six mois et d'une amende de vingt-cinq francs à trois mille francs ou de l'une de ces deux peines seulement. Si la correspondance contient une injure, cette expédition sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois et d'une amende de seize francs à trois cents francs ou de l'une de ces deux peines seulement (1). » La contravention d'injure par carte postale devient donc un délit sanctionné par des peines analogues à celles de la diffamation et de l'injure publique, et la représ-

1. Cour de Lyon, 1^{er} mai 1901. *Mon. Lyon*, 5 nov. 1901.

sion se trouve ainsi être en rapport avec la gravité de l'acte.

La loi de 1887 n'exige qu'une condition pour la détermination du délit, c'est la remise de la carte ou de la dépêche à l'administration des postes ; il n'est pas nécessaire que le message parvienne à destination, mais la poursuite commencera seulement lorsque la carte postale sera sortie des mains des agents postaux, jusque-là elle est protégée par le principe de l'inviolabilité comme une lettre ordinaire.

Ce que nous venons de dire des cartes postales s'applique à tous les écrits, imprimés et circulaires envoyés sous bande. En effet il a été jugé « qu'il y a diffamation et injures publiques avec intention de nuire dans le fait par des membres d'une société amicale et patriotique, anciens ou actuels, d'avoir distribué en grand nombre et non à titre confidentiel à leurs coassociés, par la poste, sous bande collée ou à la main, des imprimés contenant des expressions injurieuses contre le président de la société et des imputations et allégations pouvant nuire à son honneur et à sa considération (1). »

Ajoutons, pour finir, que le libellé injurieux d'une carte postale manuscrite mais anonyme doit donner lieu à des dommages-intérêts si l'identité de l'écriture de l'auteur peut être établie (2). Il faut remar-

1. Trib. corr. Orléans, 1^{er} mars 1898, *La Loi*, 12 mars 1898.

2. Trib. paix Paris, 2 août 1903, *La Loi*, 9 août 1903.

quer encore que la loi de 1887 s'applique à quiconque aura expédié par la poste une correspondance à découvert. Or ces expressions ne peuvent se rapporter aux dépêches télégraphiques injurieuses. Le télégramme, en effet, ne circule pas à découvert, et sa lecture obligée, souvent inconsciente par les agents de transmission et de réception ne constitue pas une publicité suffisante à entraîner les peines de l'injure publique (1).

1. Trib. corr. Alger, 19 janv. 1900, *J. Trib. Alger* 14 fév. 1900.

CHAPITRE VII

Publication des lettres confidentielles

Souvent les lettres prennent de l'importance grâce à la renommée acquise par leur auteur et nous avons admis qu'en pareil cas (liv. I, chap. II, § 3) la propriété de la correspondance passait aux héritiers de l'écrivain. Mais celui-ci généralement ne conserve aucune copie des lettres qu'il envoie, et les successeurs devront attendre la publication faite par le destinataire, pour invoquer leur droit de propriété littéraire. S'ils préfèrent néanmoins renoncer au profit d'une telle publicité, pourront-ils l'empêcher en raison des détails intimes ou scandaleux qu'elle ne manquerait point de révéler ?

Ils le peuvent, à notre avis. On a soutenu le contraire et invoqué les droits imprescriptibles de l'histoire et de la littérature : « Il est une limite où finit le droit des familles, où commence le droit de l'histoire ; la postérité peut être indiscrete à l'égard des grands noms qui survivent et tombent dans le do-

maine public; elle a le droit, pour dispenser ses sévérités et ses louanges, de ressaisir à longue distance, jusque dans le secret des lettres confidentielles, des données capables de projeter une lumière nouvelle sur certaines figures historiques (1). »

Ces considérations se heurtent à tous les principes juridiques exposés dans notre thèse. Nous avons établi, en effet, que la correspondance littéraire, politique ou historique, appartient à l'auteur durant sa vie, et à ses héritiers après sa mort. Ces personnes sont par conséquent seuls juges de l'opportunité d'une publication (2). D'ailleurs ce système ne menace, en aucune façon, le trésor épistolaire de l'humanité, car les successeurs sacrifient généralement sans hésitation, l'intérêt de la famille et du nom aux intérêts matériels de la publication. Puis une fois le délai légal expiré (cinquante ans), la correspondance tombe comme œuvre littéraire dans le domaine public et peut être exploitée par tout détenteur des manuscrits. Mais ce droit est loin d'être absolu, les tribunaux pourront souverainement apprécier le caractère public ou privé d'une lettre, et ils n'en accorderont la libre reproduction que si elle constitue un écrit vrai-

1. BAUDOUIN, déjà cité.

2. Cour de Paris, 4 mai 1857, *Gaz Pal.*, 57. 280 (Refuse, la publication des lettres de Lamennais.) — Trib. civ. Seine, 20 juin 1883, *La Loi*, 21 juin 1883. (Refuse la publication des lettres de Sainte-Beuve.)

ment remarquable par la forme littéraire ou le détail historique, sans léser aucun intérêt privé, sans même préjudicier au destinataire (1) ou à ses héritiers.

1. Trib. civ. Chambéry, 29 décembre 1900, *Gaz. Trib.*, 10 février 1901 : « Un journaliste excède son droit, et commet un quasi-délit, lorsqu'il publie des lettres confidentielles adressées à un adversaire par des personnages politiques, à diverses époques, et cela dans le but de discréditer cet adversaire lui-même. »

CHAPITRE VIII

Mise au rebut.

Les lettres qui ont été refusées au domicile du destinataire, ou qui, pour toute autre raison, n'ont pu être distribuées, retournent au bureau de poste central, et tombent, comme l'on dit, au rebut. Elles y restent quelque temps, après quoi on les ouvre et les employés des postes s'efforcent d'y trouver l'adresse véritable du destinataire, ou à défaut des indications permettant de retourner le pli à l'expéditeur.

Cette violation du secret de la correspondance, que personne ne conteste, se fait dans l'intérêt du public, assuré d'obtenir ainsi un service régulier de l'administration. Les renseignements que les fonctionnaires auraient pu surprendre au cours de leurs investigations demeurent secrets et leur divulgation serait punissable. (Art. 187 et 378, C. pén.)

Pour éviter toute difficulté, l'expéditeur n'a qu'à mentionner son adresse au dos de l'enveloppe et

celle-ci lui sera renvoyée au cas de non-distribution. Au bout de trois mois, les missives ouvertes sont détruites. Un procès-verbal d'ouverture conserve, pendant dix ans, le texte des lettres chargées (Instr. gén. Art. 118), tandis que les espèces qui s'y trouvent sont attribuées à l'État après un délai de huit ans.

CHAPITRE IX

Exercice de l'action qui tend à faire respecter le secret des lettres

A qui appartient cette action ? Incontestablement à l'auteur, au destinataire et à leurs héritiers. Il n'est même pas nécessaire d'être héritier direct, de venir utilement à la succession pour se trouver admis à exercer une pareille action. A notre avis, un successeur quelconque pourrait demander avec succès des dommages-intérêts à la personne coupable d'avoir violé le secret de la correspondance du défunt.

La jurisprudence n'a-t-elle pas reconnu aux membres d'une même famille, indépendamment de leurs qualités successibles, le droit de faire respecter le nom et l'honneur du groupe familial ? Ainsi un homme peut défendre l'usage de son nom à tous ceux qui le portent sans droit, de même la femme après dissolution du mariage peut revendiquer son nom contre le mari qui le porte illégalement. Dès lors s'il est avéré que le droit de protéger le patrimoine

moral d'une famille, sa dignité, appartient à tout membre de cette famille, pourquoi refuser aux parents, quels qu'ils soient, le pouvoir de poursuivre la divulgation d'une lettre intime susceptible d'entraîner le déshonneur pour le groupe tout entier. Si pourtant les héritiers s'abstenaient de toute réclamation, il conviendrait de ne plus sanctionner la violation du secret d'une lettre confidentielle.

LIVRE III

PRODUCTION DES LETTRES EN JUSTICE

CHAPITRE PREMIER

Considérations générales

Les principes qui régissent la production des lettres en justice méritent une analyse particulière en raison de l'importance qu'elles présentent dans un débat judiciaire. Les parties au procès invoquent journallement la correspondance privée soit pour éclairer les éléments de la cause, soit pour administrer la preuve de leurs droits. Aussi s'est-on souvent demandé si les lettres missives pouvaient en tous les cas être produites à la barre ou s'il importait de faire quelque réserve à ce sujet. La question étant complexe nous distinguerons la production de la lettre dans un procès engagé entre l'auteur et le destinataire, entre ce dernier et une tierce personne, enfin entre deux tiers quelconques.

1. — *Procès engagé entre l'auteur et le destinataire.* — Ce qui fait, en général, la difficulté de cette matière, c'est l'antinomie existant entre l'inviolabilité du secret des lettres et leur production en justice. A première vue, si la missive est confidentielle et ne peut être divulguée par les correspondants, à plus forte raison doit-elle être soustraite à la publicité du débat judiciaire. Il nous faudra donc concilier ces deux choses si disparates : le secret d'une lettre et sa lecture au tribunal, au moyen des règles empruntées au droit commun.

Les lettres non confidentielles peuvent être produites dans le conflit né entre l'auteur et le destinataire. Sur ce point, pas de difficulté ; la missive n'étant pas soumise à l'obligation du secret, il importe peu qu'elle soit rendue publique. Comme elle est, en outre, la propriété exclusive du destinataire, celui-ci en usera à volonté. Au contraire, lorsque la lettre est confidentielle, les avis sont loin d'être unanimes.

Une partie de la doctrine (1) soutient que le destinataire gardien du secret d'une lettre ne peut s'en prévaloir même en justice, ce serait manquer à la

1. MERLIN. *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence.*

ROLLAND DE VILLARGUES. *Les codes criminels interprétés par la jurisprudence et la doctrine.*

FAVARD DE LANGLADE. *Répertoire de la nouvelle législation civile, commerciale et administrative.*

bonne foi qui préside aux relations sociales et les juges doivent ordonner la restitution de la correspondance, quelque rapport qu'elle ait avec la cause.

Une jurisprudence plus récente présente un système moins absolu d'après lequel :

« Une lettre confidentielle constituant une propriété privée dont le destinataire n'est pas le maître absolu, il ne peut en faire usage contre le gré de l'expéditeur, à moins qu'elle ne lui ait été envoyée pour former titre à son profit. L'héritier bénéficiaire du destinataire d'une semblable lettre, ne peut s'en servir dans un procès l'intéressant personnellement, alors même qu'il aurait été autorisé à en prendre communication par un jugement pour un autre objet que celui en contestation avec la partie adverse (1) ».

La Cour de cassation de son côté a cru devoir adopter la même théorie avec quelques variantes. Par exemple aux termes d'un arrêt du 5 mai 1897 (2) le destinataire peut produire des missives confidentielles « au cas où ces écrits sont apportés comme moyen de preuve de la simulation d'un acte passé entre les parties. Sur un tel litige, l'auteur des lettres ne peut, en effet, être admis à se prévaloir du secret dont il aurait entendu entourer leur contenu. »

Nous rejetons ces deux systèmes qui sont con-

1. Cour d'Orléans, 14 février 1894, *La Loi*, 11 avril 1894.

2. Cour de cassation, 5 mai 1897, *Le Droit*, 12 septembre 1897.

traires aux faits d'une part, à la justice de l'autre.

En fait, le destinataire ne trahit pas la confiance de son correspondant quand il produit en justice une lettre de ce dernier. Le secret étant commun aux deux parties, quel inconvénient y a-t-il à communiquer l'écrit au tribunal ? D'un autre côté, les adversaires en plaident n'ont-ils pas renoncé à tous liens d'amitié seuls mobiles de la discrétion ?

En droit, on verrait un individu exciper du caractère confidentiel d'une lettre pour se soustraire à l'obligation qu'elle comporte, résultat absolument injuste d'autant plus que l'envoi et l'acceptation de la missive ont suffi pour rendre le contrat parfait par le mutuel consentement des parties. Du reste, pourquoi craindre la publicité de l'audience, les juges ne sont-ils pas compétents pour ordonner la lecture de la lettre en chambre du conseil ou son dépôt au dossier après communication à l'adversaire ? On admet même d'ordinaire que le tribunal peut apprécier le caractère utile de la lettre et l'écarter de la cause si elle n'a été produite que dans le but de prolonger le débat, de nuire à l'adversaire par ses révélations scandaleuses : « Il appartient souverainement aux juges du fond, ajoute la Cour de cassation (1), de déterminer, en appréciant les circonstances de la cause, la portée d'une lettre missive invoquée par

1. Cour de cassation, 7 août 1900, *D.* 1900.1.458.

l'une des parties à l'appui de ses prétentions. » Ce pouvoir, le Code de procédure civile lui-même le reconnaît aux termes de l'article 1036 : « Les tribunaux suivant la gravité des circonstances pourront dans les causes dont ils seront saisis prononcer même d'office des injonctions, supprimer des écrits, les déclarer clomnieux, etc... »

2. — *Procès engagé entre le destinataire et un tiers.* — Propriétaire exclusif de la lettre non confidentielle, le destinataire la produira en tout état de cause; mais si la missive contient un secret, nous dirons avec le tribunal commercial de Nantes (1) « qu'une lettre étant la propriété commune de son auteur et de la personne à laquelle elle est adressée, l'une des parties ne peut en faire usage en justice sans le consentement de l'autre. » Le destinataire devra donc obtenir l'autorisation de l'envoyeur pour faire état d'une lettre contre un tiers, et si ce permis lui fait défaut, la pièce sera écartée du débat en raison de l'inviolabilité de la correspondance confi-

1. Trib. com. Nantes, 5 mars 1902, *Rec. Nantes*, 1902, 1. 291. — Trib. com. Saint-Étienne, 23 avril 1901, *Gaz. Com. Lyon*, 4 juin 1901 : « L'auteur d'une lettre conserve sur sa correspondance un droit de propriété qui lui permet de s'opposer à ce que le destinataire en fasse usage sans son consentement ; cette lettre doit être considérée comme un document confidentiel que le magistrat à qui elle était adressée ne peut verser aux débats contre le gré de celui qui en est l'auteur. »

dentielle. Remarquons toutefois que l'exception invoquée ici par le tiers aux fins de faire rejeter la preuve contenue dans l'écrit, n'a pas trait à l'obligation du secret des lettres. Cette obligation ne le concerne pas, il ne peut se prévaloir d'un fait qui lui est étranger, il invoquera simplement le principe moral qui s'oppose à ce que les lettres confidentielles soient rendues publiques sans la volonté de l'expéditeur.

3. — *Procès engagé entre des tiers quelconques.* — Ici encore, il convient de distinguer entre les lettres confidentielles et celles qui ne le sont pas. Ces dernières peuvent être produites en justice avec l'assentiment de leur propriétaire, c'est-à-dire du destinataire. Le consentement de celui-ci se présume souvent au cas où la correspondance est invoquée sans réclamation de sa part, il résulte encore des faits en cause alors que le destinataire par exemple : « a renoncé à la propriété d'une lettre en la communiquant pour les opérations d'une liquidation » (1), ou en l'abandonnant entre les mains du tiers intéressé, sans songer à la revendiquer (2). A plus forte raison, est licite la production par un tiers de la lettre écrite dans son intérêt lorsque le destinataire n'y fait aucune opposition.

Est-il besoin d'ajouter que le tribunal refuserait

1. Trib. civ. Amiens, 27 déc. 1899, *Rec. Amiens*, 1900, 207.

2. Trib. civ. Seine, 9 janv. 1882, *Gaz. Trib.*, 10 janv. 1882.

de prendre en considération une lettre trouvée ou volée. En pareil cas le consentement du destinataire étant vicié, la prétention du demandeur ne pourrait même pas donner lieu à l'application de l'article 2297 du Code civil vu la mauvaise foi de l'inventeur ou du voleur.

Certains auteurs ont pourtant enseigné que toute missive est confidentielle par rapport aux tiers qui voudraient s'en prévaloir en justice. Mais cela nous paraît illogique. En effet, le caractère d'une lettre ne varie pas suivant qu'elle est invoquée par les tiers ou par les parties et nous maintenons notre système en disant qu'une personne étrangère à la rédaction d'un message non confidentiel peut le verser aux débats « même si l'enveloppe porte la mention : personnelle, quand le texte ne formule aucune réserve impliquant pour le destinataire l'obligation spéciale du secret (1). »

Passons maintenant aux lettres confidentielles : celles-ci exigent pour être produites par un tiers l'autorisation des deux correspondants. « Elles sont, dit un arrêt (2), la propriété du destinataire et du signataire, quand elles contiennent une déclaration secrète, et ne peuvent être produites, en justice, sans le con-

1. Cour de Paris, 29 nov. 1900, *La Loi*, 18 mars 1901.

2. Cour de Douai, 28 janvier 1896, *Lois Nouvelles*, 96, 2, 120. — *Sic.* — Trib. com. Nantes, 7 déc. 1901, *Rec. Nantes*, 1902.1.137. — Cour de Caen, 5 mars 1902, *Rec. Caen*, 1902, 224.

sentement de ceux à qui elles appartiennent, par un tiers auquel elles n'ont pas été adressées », et la cour ajoute en l'espèce : « lorsque les lettres écrites par un médecin se rapportent à des constatations par lui faites en donnant des soins à son client, il n'appartient pas au médecin d'en autoriser la production en justice, pas plus qu'il ne pourrait déposer lui-même sur ces faits. »

Ainsi l'assentiment de l'auteur ou du destinataire seul ne suffirait pas. Le consentement de l'un léserait le droit de l'autre et serait considéré comme une complaisance illicite de sa part. « Spécialement un tiers qui tient du destinataire une lettre portant la mention : confidentielle, ne peut s'en servir en justice contre celui qui l'a écrite (1). »

Le consentement des parties à la production d'une missive s'induit même tacitement des circonstances de fait. Ainsi « une lettre parvenue légitimement et sans l'emploi de moyens illicites aux mains d'une tierce personne, peut être produite par elle en justice lorsqu'il résulte de la lettre elle-même et des circonstances dans lesquelles elle a été écrite qu'elle était destinée à être communiquée à cette tierce personne. Dans ce cas, celle-ci peut en faire usage, même contre le gré du destinataire, pourvu qu'elle ne s'en soit pas emparée par des moyens illicites (2). »

1. Trib. com. Nantes, 5 mars 1902, *Rec. Nantes*, 1902. 1. 291.

2. Trib. paix Salies, 19 mars 1896, *Mon. J. Paix*, 1896. 251.

Cette décision reconnaît avec justesse que la possession du tiers doit être exempte de dol, d'où il résulte que la production de la lettre serait rejetée même si le demandeur n'avait pris aucune part aux manœuvres employées pour enlever l'écrit à l'auteur ou au destinataire.

Demolombe a combattu ce système et admis la production en justice de toute missive au profit de tout individu intéressé. Les lettres, dit-il, sont des actes semblables aux autres et susceptibles de fournir la preuve littérale de droit commun. La loi, n'ayant jamais soumis ces écrits à des règles spéciales, ils peuvent être consultés par les tribunaux qui ne doivent rejeter aucune pièce utile à l'établissement de la vérité. Nous n'avons jamais contesté que la lettre fût régie par les textes ordinaires. Au contraire, en vertu de ce principe il a été établi que la correspondance privée fait l'objet d'un droit de propriété, qu'il est juste de faire respecter cette propriété chaque fois que l'occasion s'en présente, dès lors que les tiers ne peuvent produire une lettre à la barre sans le consentement de ceux à qui elle appartient.

Faut-il tout au moins faire une concession à cette théorie et décider avec le tribunal civil de Bordeaux (1) que le destinataire « d'une lettre confidentielle est en droit de l'invoquer en justice sans pren-

1. Trib. civ. Bordeaux, 15 juin 1903, *Rec. Bordeaux*, 1903. 3. 79.

dre l'avis de l'expéditeur, chaque fois qu'il prétend y trouver la preuve d'un préjudice personnel dont il demande réparation ». « En décider autrement, ajoute un autre jugement (1), serait permettre à l'auteur du fait dommageable d'échapper aux conséquences de sa faute et lui assurer une immunité injustifiée en violation du principe de l'article 1382 du Code civil. »

Ainsi posée, la question revient à se demander s'il faut faire en faveur du délit ou du quasi-délict civil l'exception que nous avons faite en faveur du délit pénal. Le principe de l'inviolabilité du secret doit-il fléchir devant la nécessité qui existe de poursuivre la fraude et le dol sous toutes leurs formes. Rien n'autorise une pareille exception, l'intérêt social n'étant pas en jeu, celui des particuliers ne suffit pas à justifier une si importante dérogation à toutes les règles de la propriété et du secret des lettres. La correspondance confidentielle, nous ne saurions assez le répéter, ne peut être produite en justice sans le consentement de ceux qui ont des droits sur elle.

4. — *Production des lettres au criminel.* — Nous avons vu que le secret des lettres ne pouvait être opposé en principe devant la justice criminelle, dès lors la production de tous les documents, même des missives confidentielles, s'explique par la nécessité de la répression. Il faut donner aux magistrats et

1. Trib. civ. Bayeux, 19 déc. 1907, *Gaz. Pal.*, 4 fév. 1908.

jurés la possibilité de contrôler les pièces qui ont servi de base à l'inculpation comme il sied d'accorder à la défense la plus grande liberté dans le choix des moyens propres à établir l'innocence du prévenu. On a décidé ainsi « que les pièces d'un dossier criminel pouvaient être produites en justice quand l'instruction n'a pas été close par une ordonnance de non-lieu, mais a abouti au contraire à la condamnation de l'inculpé (1). »

La Cour de cassation a même jugé (2) que les lettres invoquées dans un débat criminel perdent leur caractère confidentiel par l'effet de la publicité qu'elles ont acquise et peuvent être utilisées dans tout autre procès civil : « lorsqu'il est constaté que les lettres produites par le demandeur dans un procès civil en dommages-intérêts étaient des copies de lettres de ses adversaires qui se trouvaient jointes au dossier d'une procédure criminelle suivie contre lui, que ces lettres avaient été lues, autographiées, soumises à la discussion devant la Cour d'assises et publiées dans les journaux, et qu'elles avaient ainsi perdu leur caractère confidentiel, les juges peuvent, en l'état de ces constatations, refuser d'interdire la production des copies de ces lettres, légitimement en la possession de celui qui prétendait s'en servir. »

1. Trib. corr. Amiens, 20 nov. 1901, *La Loi*, 17 jan. 1900.

2. Cour de cassation, 19 juin 1894, *S.* 1895. 1. 325. — Cour de Rouen, 9 novembre 1893, *D.* 95. 2. 291.

La lettre interceptée par un tiers suffit-elle à constituer une base d'inculpation contre le prévenu ? On l'a contesté au nom du secret de la correspondance. C'est une fausse application de ce principe car nous trouvons ici deux actions très distinctes : la violation de l'écrit d'une part, la répression du méfait de l'autre. La première action constitue bien une faute domma-geable, un délit civil (art. 1382, C. civ.) qui met en cause les deux correspondants, leurs ayants cause et le tiers qui a commis l'indiscrétion. La seconde action au contraire met en présence l'accusé et le ministère public. Or nous avons vu que la justice criminelle ne doit négliger aucun renseignement et il serait injuste de voir un coupable échapper à la loi sous prétexte que l'on ne peut faire état contre lui des faits recueillis dans une lettre interceptée par un tiers.

5. — *Production des lettres par les créanciers.* — Au point de vue de la production des lettres en justice, les créanciers restent soumis au droit commun. Il sied cependant de faire une exception en leur faveur et décider que toute lettre contenant une preuve de leur créance devra être réputée non confidentielle, saisissable et produite en justice comme telle. Le débiteur serait en effet trop favorisé s'il pouvait échapper à l'obligation qui le lie en invoquant le secret de la correspondance privée. Des motifs analogues permettent aux créanciers d'invoquer contre

un tiers les lettres adressées à leur débiteur et qui contiennent une obligation au profit de celui-ci (art. 1166, C. civ.) En un mot l'exécution d'un contrat formé par missive confidentielle sera poursuivie sans égard pour les secrets susceptibles d'être divulgués par les documents produits aux débats.

CHAPITRE II

Production des lettres des incapables

1. — *Mineur.* — Les pères, mères et tuteurs, nous l'avons vu, ont les droits les plus étendus sur la correspondance du mineur. Ils peuvent donc la produire en justice chaque fois que l'intérêt de l'enfant l'exige sans cependant déroger aux règles posées précédemment. Ainsi la puissance du père ne l'autorise pas à « publier dans une instance les lettres sans l'assentiment de l'expéditeur, même si ces documents doivent éclairer la question, discutée en justice, de la garde de l'enfant, la dérogation au principe de l'inviolabilité des correspondances ne pouvant être étendue à la défense d'intérêts d'ordre purement privé, si respectables et si intéressants qu'ils soient d'ailleurs, quand la divulgation du secret que contiennent les lettres causerait plus de dommages à des tiers qu'elle n'aurait d'avantages pour les intérêts de l'enfant (1). »

1. Cour de Rouen, 7 mai 1904, *D.* 1906.2.63.

Mais le père peut-il faire état dans un procès qui le concerne personnellement des lettres adressées à son enfant ? Nous estimons que la puissance paternelle s'étend jusque-là. La loi lui donne en effet un contrôle absolu sur la personne et les biens du mineur (art. 372, C. civ.). Les intérêts matériels et moraux du père et de l'enfant sont communs et fussent-ils même opposés, le législateur n'a pas cru devoir instituer une sanction des actes dommageables du père sauf dans des cas bien déterminés. Le mineur, de son côté, n'aurait aucune qualité pour empêcher une pareille production, mais le consentement de l'auteur de la lettre deviendrait nécessaire lorsque l'écrit n'est pas invoqué contre lui.

Ces règles sont étrangères à la tutelle. En effet, les intérêts du pupille ne se confondent jamais avec ceux du tuteur. Celui-ci ne possède la correspondance du mineur qu'à titre de représentant légal et non à titre personnel, s'il veut donc la produire en justice pour son propre compte il provoquera l'intervention du subrogé-tuteur (art. 420, C. civ.).

Après la majorité ou l'émancipation il y a lieu de se demander si le père et le tuteur conservent le droit de produire en justice les lettres de l'incapable. La négative est unanimement enseignée et cela vient à l'appui de notre théorie suivant laquelle la correspondance interceptée appartient au mineur et doit lui être remise lors de l'extinction de son inca-

pacité. S'il ne l'a pas réclamée il pourra le faire lorsque ses parents ou son ex-représentant émettront la prétention de s'en servir en justice.

Mais lorsque le procès engagé est relatif aux affaires de la minorité il convient d'appliquer les règles du mandat. Les charges de la tutelle sont manifestes, il ne faut pas les rendre plus nombreuses en interdisant aux tuteurs l'usage de toutes les preuves propres à éclairer leur gestion. En qualité de mandataires, les tuteurs sont tenus de rendre compte (art. 1993, C. civ.) et s'il s'élève quelque contestation à ce sujet ils puiseront dans les lettres qu'ils ont conservées des documents utiles à leur cause. Certaines mesures prises durant la minorité s'expliquent seulement par l'interception de telle lettre adressée au mineur, et il serait injuste d'en refuser la production quand le besoin s'en fait sentir.

Le tribunal civil de Périgueux (1) a étendu ce système à une espèce analogue. Il s'agissait d'une dame B... qui durant sa minorité avait été recueillie par les époux C... et traitée par eux comme leur propre enfant. Après son mariage la dame B... intenta une action en diffamation à ses bienfaiteurs. Ceux-ci produisirent en justice la correspondance de leur jeune protégée. Les époux B... s'opposèrent à cette production en soutenant que les lettres en question étaient per-

1. Trib. civ. Périgueux, 26 fév. 1903, *Le Droit*, 14 mars 1903.

sonnelles et confidentielles, que le principe du secret des missives étant d'ordre public, ne permettait pas aux tiers d'en faire usage lorsqu'ils n'ont pu se les procurer que par un abus de confiance ou d'autorité. Les juges repoussèrent ces prétentions en considérant les lettres écrites par le sieur B... comme: « une correspondance amoureuse qu'entretenaient entre eux les futurs conjoints à l'insu des époux C... ; — ajoutant qu'il est incontestable que ceux-ci avaient à la place du père absent, la faculté de se saisir d'une correspondance qu'ils estimaient dangereuse et que la présence de celle-ci dans leurs mains ne saurait être incriminée. »

2. — *Interdit*. — Le tuteur conserve sur la correspondance de l'interdit les mêmes droits que sur celle du mineur. Spécialement, après le jugement en mainlevée d'interdiction, il pourra invoquer les lettres de l'aliéné afin de justifier les mesures prises durant l'incapacité de celui-ci. Un arrêt de la Cour de cassation (1) accorde le même avantage aux médecins-chefs des maisons d'internement.

Cette décision doit être écartée sans aucune hésitation. Quel est en effet le rôle du directeur d'un asile ? Poursuivre le traitement moral et physique de l'aliéné, observer l'évolution de son état mental à l'aide des procédés les plus commodes comme par

1. Cour de cassation, 27 déc. 1875, *D.* 1876.1.66.

exemple l'examen de sa correspondance. Mais ses attributions ne vont pas plus loin et il commettrait un abus manifeste en ne remettant pas les lettres aussitôt après lecture aux représentants et tuteurs de l'incapable.

A l'encontre de ce système, la Cour suprême invoque le caractère non confidentiel des lettres échangées par l'interdit et l'intérêt qu'ont les directeurs à se défendre contre les accusations si fréquentes de séquestration et d'internement illégal. Il est faux de prétendre que la correspondance de l'aliéné ne soit pas confidentielle. Elle l'est doublement, d'abord au même titre qu'une correspondance ordinaire, ensuite comme preuve de la folie. L'incapable, sa famille elle-même, est intéressée à dissimuler l'infirmité dont il est atteint. Et puis le directeur n'a-t-il pas d'autres moyens pour dégager sa responsabilité ? La loi du 30 juin 1838 impose en effet des formalités très sévères pour l'admission des fous dans les établissements de santé (certificats médicaux, autorisation préfectorale, notification d'entrée au procureur de la République... etc.) ; si tous ces actes ont été rédigés conformément aux dispositions légales, le directeur de l'établissement échappera à tout soupçon d'abus ou d'illégalité.

3. — *Instances de divorce et de séparation de corps.*

— Ce sujet est l'un des plus complexes de notre étude par la variété des questions qui s'y trouvent

traitées. Les règles précédemment établies ne s'appliquent plus en cette matière où le secret de la correspondance n'est point observé, où la vie des époux est analysée jusque dans son intimité la plus stricte. Le souci du scandale ne doit pas arrêter la justice lorsque les parties elles-mêmes ne craignent pas d'étaler leurs querelles domestiques au grand jour du débat judiciaire. Quelle mine de renseignements pour le juge ces lettres confidentielles des époux, ces lignes qui révèlent d'une façon indéniable le caractère, l'humeur de chacun d'eux et qui contiennent généralement la preuve décisive de l'injure grave ou de l'adultère !

La correspondance échangée entre conjoints sera produite en tout état de cause sans aucune difficulté. Il n'y a qu'à rappeler ici ce que nous avons déjà dit sur la production en justice des lettres du destinataire contre l'auteur. Aux termes de l'article 231 du Code civil l'injure simple suffit à provoquer le divorce ou la séparation de corps, il n'est donc pas nécessaire que l'écrit injurieux ait été rendu public. Le tribunal pourra cependant apprécier en toute liberté les termes de la lettre et rejeter une demande en divorce toutes les fois que la missive ne contiendra pas les éléments apparents du délit d'injure. Ainsi :

« Les lettres émanant du demandeur en divorce et énonçant les griefs qu'il aurait contre son conjoint,

de quelque sincérité qu'elles puissent porter l'empreinte et bien que non écrites pour les besoins de la cause, ne sauraient lui constituer un titre dont il puisse juridiquement se prévaloir, ni fournir une démonstration suffisante de la légitimité de ses griefs (1). »

Au contraire :

« Les écrits offensants pour sa femme, qu'un mari produit au cours d'un procès, constituent une injure suffisante pour faire prononcer la séparation de corps aux torts du mari, alors que ces écrits n'ont pas été destinés seulement à éclairer la conscience des magistrats, mais ont été répandus dans le public, fait pour lequel aucune immunité légale ne saurait être prétendue (C. civ., 230, 231 ; L. 29 juill. 1881, art. 41, § 3) (2). »

S'il s'agit de lettres adressées au conjoint par un tiers, la solution est plus délicate ; les uns, comme Aubry et Rau, disent qu'il faut appliquer le droit commun : autorisation du destinataire pour les lettres non confidentielles, consentement des deux correspondants en cas contraire. Les autres, et parmi eux Demolombe, ne distinguent pas entre les deux catégories d'écrits ; la loi, disent-ils, n'a soumis la preuve littérale dérivant des lettres missives à aucune condition ; elles peuvent donc être invoquées, quelle

1. Cour de Paris, 22 déc. 1906, *Le Droit*, 8 fév. 1907.

2. Cour de cassation, juillet 1894. S. 1895. 1.500.

que soit leur origine, même délictueuse. Entre ces deux systèmes nous préférons une opinion intermédiaire suivant laquelle : « En matière de divorce ou de séparation de corps, les principes relatifs à l'inviolabilité du secret des lettres ne sont pas rigoureusement applicables, et les époux sont admis à produire des lettres confidentielles adressées à leur conjoint, à la seule condition qu'ils n'aient pas eu recours pour se les procurer à des moyens dolosifs ou illicites (1). »

Nous avons dit que la confiance perdait ici son caractère secret en raison de la nécessité qui s'imposait au juge de connaître la vie privée des conjoints. Dans un même ordre d'idées, le législateur n'a-t-il pas dérogé aux lois de procédure, en décidant que les parents, à l'exception des descendants et des domestiques des époux, pouvaient être entendus comme témoins (art. 245, C. civ. ; 252, Pr. civ.) dans les instances de divorce et de séparation de corps. S'ils déposent comme témoins, pourquoi les obligerait-on à obtenir le consentement des époux pour faire état des lettres qu'ils en ont reçues ?

1. Cour de Lyon, 15 avril 1902, *Mon.-Lyon*, 24 oct. 1902. — *Sic*, Trib. civ. Dôle, 23 mars 1900, *Le Droit*, 13 juillet 1900. — Cour d'Orléans, 19 mai 1900, *D.* 1903.2.388. — Cour de Toulouse, 1^{er} avril 1901, *Gaz. Trib.*, 2 mai 1901. — Cour de Paris, 24 juin 1893, *D.*, 1894.2.591. — Trib. civ. Niort, 28 mai 1897, *Pand.*, 1898.2.182.

Mais « il appartient aux tribunaux d'apprécier, en considérant à la fois le caractère intime et confidentiel d'une correspondance échangée entre la femme et une tierce personne puis la nature du grief dont le mari prétend y trouver la preuve, s'il ne convient pas au contraire de maintenir et de faire respecter le secret des lettres nécessaire en principe aux rapports sociaux. — Spécialement il y a lieu de rejeter des débats d'un procès en divorce intenté par le mari, des lettres écrites par la femme à une amie qui les a livrées au mari, s'il est constant que ces lettres sont des épanchements d'amie à amie, qu'elles n'étaient pas destinées à être répandues dans la famille, encore moins à être communiquées au mari, et que le destinataire après en avoir provoqué l'envoi par des protestations de dévouement et des marques d'apparente sollicitude en a fait par la suite un usage abusif et déloyal (1). »

Nous avons vu (2) que les conjoints ne peuvent produire en justice les lettres qu'ils se sont procurées au moyen d'actes dolosifs ou illicites. Pourtant « les lettres écrites par l'un des époux à un tiers peuvent être produites en justice par l'autre époux lorsqu'elles ont été remises librement et sans réserve à celui-ci par le tiers à qui elles ont été adressées (3). »

1. Cour de cassation, 5 fév. 1900, *D.* 1901.1.45.

2. Cour de Lyon, 15 avril, *Mon. Lyon*, 24 oct. 1902.

3. Cour de Paris, 27 mars 1896, *D.* 96.2.512.

De même les missives qui tombent fortuitement entre les mains du conjoint seront versées aux débats, le hasard de leur découverte ne pouvant en motiver le rejet pour cause de dol. Ainsi : « l'épouse demanderesse est recevable à invoquer contre son conjoint des lettres écrites à celui-ci par une femme, qu'il a déchirées et jetées au panier. Le fait de s'emparer des morceaux de ces lettres et d'en faire usage ne peut pas, en effet, être considéré comme un acte délictueux (1). »

Mais que dire des lettres interceptées ? Faut-il considérer leur production comme frauduleuse et partant illicite. Certains auteurs l'ont admis pour la femme. Celle-ci, disent-ils, ne possède aucun droit sur la correspondance de son mari, et toute ingérence de sa part constitue une faute, un manquement au respect de l'autorité maritale. Nous nous trouvons ici en présence d'une confusion que l'on répète souvent entre le droit et la preuve du droit. De ce que la femme peut exceptionnellement fonder une action en divorce sur des lettres interceptées, il ne s'ensuit pas qu'elle ait quelque droit sur la correspondance de son mari. Pour écarter ces missives il faudrait prouver qu'elle a commis une atteinte aux droits personnels du mari, mais cela ne peut être sérieusement soutenu, car le divorce mettant préci-

1. Trib. civ. Seine, 19 mai 1896, *Le Droit*, 8 juin 1896. — Cour de Paris, 20 janv. 1897, *Le Droit*, 24 fév. 1897.

sément en cause l'autorité maritale, il serait inconséquent de reconnaître à la femme la faculté d'y échapper sans lui en fournir les moyens.

Nous adoptons, pour conclure, l'opinion contraire qui concorde avec ce que nous avons dit au livre II (Chap. I, §§ 4 et 5). Égalité parfaite entre les époux, aussi bien pour la possession des lettres que pour leur production en justice.

Quelles sont maintenant ces manœuvres délicieuses propres à faire rejeter les lettres interceptées et versées au débat ? Cette question est affaire d'appréciation pour les juges dont les tendances actuelles semblent être favorables à une admission très large des lettres produites. La Cour de cassation (1) a cependant jugé que :

« S'il peut être permis à un médecin de faire connaître, par des lettres à l'épouse du mari auquel il donne ses soins, les causes et la nature de la maladie, ces lettres ne peuvent être divulguées même à la suite d'un accord de volonté entre leur auteur et leur destinataire ; le secret professionnel imposé par la loi au médecin ne lui permet pas de consentir à leur publication.

« Cette règle ne souffre aucune exception, et doit être appliquée même au cas où la femme défenderesse en divorce voudrait verser au débat les lettres

1. Cour de cassation, 13 juillet 1897. *Pand.*, 97. 1. 526.

à elle adressées par le médecin pour faire la preuve de ses griefs. »

De même la Cour de Douai a décidé que : « la femme ne saurait invoquer l'exception prise dans la procédure particulière du divorce qui permet de recevoir la déposition des domestiques et des parents les plus rapprochés, s'il n'est pas établi que les lettres émanant de ces personnes sont venues entre ses mains d'une façon loyale ; et il ne peut en être fait état quand le signataire et le destinataire se refusent également à leur production (1). »

Il est incontestable que l'un des conjoints ne pourrait invoquer à l'appui de sa demande en divorce des lettres soustraites au complice de l'autre, car leur production serait en pareil cas la conséquence d'un acte ayant toutes les apparences du vol.

Bien plus nombreux sont les exemples de lettres produites sans vol ni fraude. Il nous suffira de citer quelques espèces récentes : « Doit être repoussée comme non pertinente, l'offre que fait un mari, plaçant en divorce contre sa femme, de prouver que les lettres, produites par celle-ci, n'ont pas été volontairement remises par lui à un tiers déterminé, mais lui ont été enlevées à son insu par ce tiers, la preuve ainsi offerte ne tendant pas à établir que la femme ait été auteur ou complice de la soustraction

1. Cour de Douai, 28 janv. 1896, *D.* 96. 2.521.

frauduleuse alléguée, ni même qu'elle ait connu la provenance délictueuse des lettres au moment où celles-ci lui ont été remises. (Bordeaux, 7 décembre 1894, *D.* 95. 2. 148). »

« La femme demanderesse en divorce qui aurait acheté à prix d'argent des lettres confidentielles écrites par son conjoint à une femme, est autorisée à s'en servir contre son mari. (Cour d'Orléans, 3 juillet 1894, *Mon. Lyon*, 5 janvier 1895). »

Pour qu'une lettre soit prise en considération encore faut-il qu'elle ait été régulièrement versée aux débats. Ne remplit pas cette condition la missive adressée par l'un des conjoints à son avocat et mêlée par hasard aux pièces du dossier (1).

De même : (2) « L'apposition de scellés autorisée par l'article 242 du Code civil n'est pas, comme en matière criminelle, un moyen d'instruction permettant à l'un des époux de saisir chez l'autre des preuves de son inconduite et de s'emparer de celles que ce dernier a pu se procurer ; cet article, en effet, ne vise et ne protège que les intérêts pécuniaires des époux. En conséquence, lorsque des lettres missives et autres documents ont été mis sous scellés entre les mains du mari, au cours de l'inventaire qui a suivi l'introduction d'une demande en divorce, le tribunal ne peut pas ordonner que le séquestre nanti

1. Cour de Nancy, 30 janv. 1886. *Gaz. Pal.*, 86. 1. 574.

2. Trib. civ. Seine, 20 mai 1896. *Le Droit*, 8 juillet 1896.

de ces lettres et documents devra les apporter en
Chambre du conseil pour y être lus et examinés.
Alors surtout qu'il est reconnu par les deux époux
que ces pièces ne sont point relatives ni à l'actif ni
au passif de la communauté. »

CHAPITRE III

Production de la correspondance commerciale

La correspondance échangée entre commis et marchands appartient, on le sait (livre I, chap. III, § 2), à ces derniers, lorsqu'elle se rapporte aux affaires purement commerciales. Est-ce à dire que l'employé ne pourra jamais produire en justice les lettres de son patron ? Une telle décision serait trop sévère et il y a lieu de permettre la production des missives toutes les fois que la responsabilité de l'agent se trouve engagée à raison des affaires traitées. C'est une règle couramment admise que le mandataire peut invoquer le titre du mandant pour résister aux imputations de celui-ci.

D'autre part, l'article 8 du Code de commerce oblige le commerçant « à mettre en liasse les lettres qu'il reçoit et copier sur un registre celles qu'il envoie » ; puis l'article 12 décide « que les livres de commerce régulièrement tenus peuvent être admis par le juge pour faire preuve entre commerçants à

l'égard des faits de commerce. » Certains en ont conclu que les lettres commerciales devenaient ainsi non confidentielles, publiques, et susceptibles d'être invoquées par tout étranger indépendamment du consentement de leurs auteurs ou destinataires. En vérité, quand le différend s'élève entre commerçant et client destinataire, la lettre peut être produite des deux côtés, ce n'est que l'application du droit commun. Mais si le demandeur est un tiers, il lui faudra, croyons-nous, l'autorisation des correspondants. Le Code a eu soin, en effet, de déterminer les cas dans lesquels la production des registres et livres de commerce était permise : succession, communauté, partage de société, faillite (art. 14). Et pour bien marquer cette idée l'article 15 ajoute que dans une contestation la représentation des livres sera ordonnée d'office, à l'effet d'en extraire seulement ce qui concerne le différend. Ces textes limitatifs indiquent assez l'intention qu'a eue le législateur de ne pas exposer le secret des affaires commerciales à tout venant et l'on méconnaîtrait ce désir en permettant aux étrangers d'invoquer le contenu du copie de lettres sans aucune formalité consensuelle.

CHAPITRE IV

Production de la correspondance des fonctionnaires.

Au point de vue de la production des lettres, la situation des fonctionnaires publics présente beaucoup d'analogie avec celle des agents commerciaux. La correspondance de service ne leur appartient pas, elle est la propriété de l'administration qui les emploie. Cependant conformément aux règles exposées plus haut, il faut faire une exception en faveur du préposé chaque fois qu'il doit répondre de sa conduite devant des supérieurs ou devant la justice. En qualité de mandataire et dans l'intérêt de sa défense il peut produire les documents propres à établir la régularité de sa gestion et l'exécution des ordres reçus.

Si pourtant le procès est engagé devant l'opinion publique, s'il s'agit de diffamations ou d'accusations politiques lancées par la presse, le fonctionnaire est obligé de garder la réserve la plus stricte jusqu'au jour où ses chefs lui auront permis d'enfreindre les

devoirs du secret professionnel, de produire les missives relatives à son service. Cet usage n'a rien d'excessif car la poursuite un pareil cas n'est pas déshonorante et, comme le dit M. Legris : « Le fonctionnaire en acceptant le service de l'État a aliéné une partie de sa liberté. »

CHAPITRE V

Preuve et procédure des lettres missives

« Une lettre missive, signée de la partie, constitue un commencement de preuve par écrit, rendant admissible la preuve testimoniale alors qu'elle rend vraisemblable le fait allégué (C. civ. 1341, 1347) (1). »

On peut également s'obliger par correspondance lorsqu'il ne s'agit pas de contrats solennels, mais en ce cas la preuve de la convention doit se faire au moyen de la production des deux lettres, celle de l'offre et celle de l'acceptation. .

« Une partie qui s'est abstenue de critiquer devant les juges du fond la production faite devant eux d'une certaine correspondance, est non recevable à s'en faire grief en invoquant la provenance et le caractère de cette correspondance, pour la première fois devant la Cour de cassation : un tel moyen est irrecevable comme mélangé de fait et de droit (2). »

1. Cour d'Alger, 2 nov. 1893. *D.* 1894. 2. 504.

2. Cour de cassation, 23 fév. 1898, *Le Droit*, 6 Avril 1898.

Il est aussi de jurisprudence courante : « qu'une lettre missive peut valablement constituer une disposition testamentaire si elle réunit les conditions prescrites par l'article 970 du Code civil, c'est-à-dire si elle est écrite, datée et signée de la main du testateur alors surtout que les énonciationss qu'elle renferme indiquent bien la volonté fixe et arrêtée de faire une libéralité (1). »

La Cour de cassation (arrêt du 21 mars 1896. *J. des not.*, 1898, 96) a même décidé que : « le droit de donation est exigible sur tout écrit susceptible d'enregistrement, qui renferme la déclaration par le donataire d'un don manuel, et spécialement sur une lettre missive contenant tous les éléments juridiques d'une déclaration de don manuel et fournissant la preuve directe et complète de la libéralité. »

Il reste une dernière difficulté. S'il y a contestation sur la nature confidentielle des lettres produites, le principe du secret se trouve en contradiction avec la règle fondamentale de notre procédure suivant laquelle le débat doit être contradictoire et public. Afin de concilier autant que possible l'intérêt des plaideurs avec celui de la justice, les lettres sont habituellement

1. Cour de Paris, 12 novembre 1897. *La Loi*, 7 janvier 1898. — *Sic.* — Cour de Riom, 1^{er} mars 1900, *La Loi*, 2 juillet 1900. — Trib. civ. Seine, 14 juin 1901, *Gaz. Trib.*, 29 septembre 1901 : « Le légataire universel n'est pas soumis à l'article 784 du Code civil, il peut renoncer par une simple lettre missive adressée au notaire des héritiers. »

examinées en chambre du conseil après un débat public et contradictoire sur leur caractère général.

Un éminent jurisconsulte, Labbé, a critiqué ce système (1) : « La justice, dit-il, doit être rendue en matière contentieuse publiquement et contradictoirement, la règle de la publicité peut recevoir exception dans l'intérêt des mœurs, la règle de la contradiction ne souffre pas de dérogation. La loi n'en admet aucune sur le fond d'une affaire litigieuse et civile. » Et plus loin : « Si la publicité est dangereuse pour la divulgation des secrets de famille, qu'elle disparaisse, soit, que le tribunal ordonne le huis-clos, qu'on interdise la production par les journaux ; mais une décision définitive ne peut être prise sans une discussion en pleine connaissance de cause, discussion portant non pas seulement sur les circonstances extérieures de l'affaire, mais sur l'objet même de la contestation. »

Cette théorie très juridique contient d'excellents arguments, mais il est utile de se demander si dans notre hypothèse l'application systématique des lois de procédure n'entraîne pas pour le juge l'obligation de préjuger le fond en statuant sur la forme. Communiquer à l'adversaire les lettres dont on invoque le caractère confidentiel n'est-ce pas en somme faire droit à sa demande, n'est-ce pas trancher le fond du

1. S. 1881.1.193.

débat puisque le seul intérêt de l'écrit réside dans le secret qu'il contient ? En réalité, on a tort de mettre ici en cause les principes fondamentaux du Code de procédure civile, car l'usage suivi par les cours et tribunaux n'est qu'un moyen destiné à éclairer l'opinion des juges sans divulguer le texte de la correspondance, il n'influe en rien sur la régularité des débats qui pourront continuer ensuite publiquement et contradictoirement.

Vu le Doyen,
M. LYON-CAEN

Vu : le Président de la thèse
AMBROISE COLIN

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos.	7
LIVRE I. — Propriété des lettres	9
CHAPITRE I. — Le propriétaire des lettres.	9
1. — <i>La lettre appartient à l'expéditeur.</i>	10
2. — <i>La lettre appartient au destinataire.</i>	11
3. — <i>La lettre, propriété commune des deux correspondants.</i>	16
CHAPITRE II. — Conséquences résultant de la propriété des lettres.	21
1. — <i>Vol de lettres.</i>	21
2. — <i>Droit des héritiers sur la correspondance du défunt.</i>	22
3. — <i>Droit de propriété littéraire sur les lettres missives</i>	30
4. — <i>Droits des créanciers sur les lettres du débiteur</i>	34
CHAPITRE III. — Interversion de la propriété des lettres.	36
1. — <i>Lettres échangées entre fonctionnaires.</i>	36
2. — <i>Lettres échangées entre commis et commerçants</i>	36
3. — <i>Lettres échangées pour les besoins d'une société</i>	38

CHAPITRE IV. — Transmission et distribution des lettres.	39
1. — <i>Adresse douteuse.</i>	40
2. — <i>Poste restante.</i>	45
3. — <i>Lettres adressées aux personnes décédées.</i>	46
 LIVRE II. — Secret des lettres	47
CHAPITRE I. — La lettre confidentielle.	47
1. — <i>Considérations générales</i>	47
2. — <i>Définition de la confidence</i>	49
3. — <i>Les imprimés.</i>	51
4. — <i>Les cartes postales</i>	53
5. — <i>Les télégrammes.</i>	55
CHAPITRE II. — Histoire du secret des lettres.	56
CHAPITRE III. — Sanction de l'inviolabilité du secret des lettres.	61
1. — <i>Violation des lettres par les agents des postes</i>	61
2. — <i>Violation des lettres par les particuliers.</i>	66
CHAPITRE IV. — Exceptions au principe du secret des lettres.	69
1. — <i>Raison d'État.</i>	69
2. — <i>Droit de perquisition du juge d'instruction et officiers de police judiciaire.</i>	71
3. — <i>Lettres échangées entre le prévenu et son avocat</i>	81
4. — <i>Perquisition dans les cabinets d'avocats.</i>	82
5. — <i>Violation d'un télégramme.</i>	83
CHAPITRE V. — Exceptions tenant à l'incapacité.	85
1. — <i>Correspondance des mineurs.</i>	85
2. — <i>Correspondance des interdits.</i>	90
3. — <i>Droits des directeurs des maisons d'alié- nés</i>	91
4. — <i>Correspondance de la femme mariée</i>	92
5. — <i>Correspondance du mari.</i>	96
6. — <i>Correspondance des faillis.</i>	96

CHAPITRE VI. — Lettres diffamatoires et calomnieuses.	102
1. — <i>Lettres anonymes.</i>	102
2. — <i>Lettres injurieuses</i>	103
3. — <i>Cartes-postales et télégrammes injurieux.</i>	110
CHAPITRE VII. — Publication des lettres confidentielles.	114
CHAPITRE VIII. — Mise au rebut	117
CHAPITRE IX. — Exercice de l'action qui tend à faire respecter le secret des lettres	119
 LIVRE III. — Production des lettres en justice.	 121
CHAPITRE I. — Considérations générales	121
1. — <i>Procès engagé entre l'auteur et le desti-</i> <i>nataire.</i>	122
2. — <i>Procès engagé entre le destinataire et un</i> <i>tiers.</i>	125
3. — <i>Procès engagé entre des tiers quelconques.</i>	126
4. — <i>Production des lettres au criminel.</i>	130
5. — <i>Production des lettres par les créanciers.</i>	132
CHAPITRE II. — Production des lettres des incapables.	134
1. — <i>Mineur</i>	134
2. — <i>Interdit.</i>	137
3. — <i>Instances en divorce et séparation de corps.</i>	138
CHAPITRE III. — Production de la correspondance com- merciale	148
CHAPITRE IV. — Production de la correspondance des fonctionnaires	150
CHAPITRE V. — Preuve et procédure des lettres missives	152

La majorité des décisions contenues dans cet ouvrage ont été empruntées au « Recueil Phily ». Sommaire de la Jurisprudence française.

